



**recto
verso**

no 292
SEPTEMBRE/
OCTOBRE 2001

MEXIQUE | PLAN PUEBLA-PANAMA L'AUTOROUTE MÈNE À LA GUERRE

NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX EN AMÉRIQUE DU SUD

Argentine Brésil
Uruguay Chili

À la recherche
d'une gauche au Sud
Porto Alegre
La démocratie
à main levée

NOUVELLES  VILLES

Voter Participer

LOGEMENT

Au-delà du 1^{er} juillet 2001

G. Noble
MANI

Les produits du *terroir*

ISSUS D'UN SAVOIR-FAIRE TRADITIONNEL



UNE MESURE POUR DÉVELOPPER LE QUÉBEC RURAL

Le ministère des Régions contribue à la mise en valeur des produits du terroir et consacre une enveloppe de 1,8 M\$ à l'intention des promoteurs de projets. Pour toute information, contactez le bureau régional du ministère des Régions le plus près de chez vous.



SOLIDARITÉ
RURALE
DU QUÉBEC

Québec 

Ministère
des Régions

Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation

Ministère de la Culture
et des Communications

NO **292**

SEPTEMBRE
OCTOBRE 2001

**EN COUVERTURE
ET CI-CONTRE**

10 Juillet 2001. Une centaine d'Indigènes mexicains, mobilisés entre autres par l'Union paysanne Emiliano Zapata (UCEZ), tient une manifestation à Morelia, dans l'État de Michoacán, pour exiger notamment la libération de Marcos Paz Calvillo, un leader de la communauté autochtone de Zirahuen.

En une: l'un des manifestants assis à côté d'une bannière représentant Emiliano Zapata, le révolutionnaire mexicain qui lança son armée de paysans, en 1911, au cri de « Terre et liberté! ».

Ci-contre: l'arrivée des manifestants par autobus.

Photos Benoît Aquin
pour Recto Verso



Aussi dans
ce numéro

4 Tribune des lecteurs

6 Éditorial

10 Tout court

49 Mots de société
par Danielle Shelton

17 L'économie sociale
en mouvement
Le patrimoine
communautaire

AU SUD

MEXIQUE, BRÉSIL URUGUAY, CHILI ET ARGENTINE

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX

Denise Proulx, journaliste, Benoît Aquin, photographe, dans l'Oaxaca, où un ambitieux plan de développement bouleverse les communautés indigènes. C'est le...

22 PLAN PUEBLA-PANAMA L'AUTOROUTE MÈNE À LA GUERRE

Par Denise Proulx

Le journaliste André Seleanu, dans les pays du Cône Sud, était parti...

30 À LA RECHERCHE D'UNE GAUCHE AU SUD

32 PORTO ALEGRE LA DÉMOCRATIE À MAIN LEVÉE

Par André Seleanu

Logement AU-DELÀ DU 1^{ER} JUILLET

36 Le cauchemar n'a pas fini le 1^{er} juillet 2001. Pénurie de logements abordables mais construction de condos de luxe et sous-financement du logement social : les familles ne trouvent plus à se loger. À Montréal, Hull ou Québec, la crise était prévisible.
Par Jean-Sébastien Marsan



Nouvelles villes VOTER PARTICIPER

42 Les nouvelles villes québécoises, panorama et rétrospective.
Par David Puchault
À Québec, un affrontement personnel Boucher-L'Allier
Par Pierre Couture

LE DRÔLE DE JEU DES COOPÉRATIVES FORESTIÈRES

Quelle ne fut pas ma surprise de constater dans l'édition de *Recto Verso* de juillet-août 2001 un texte sur la forêt mettant en vedette la position de la Conférence des coopératives forestières du Québec (CCFQ) et de son directeur général, Jocelyn Lessard. Disons qu'il aurait été plus normal de lire la position officielle de l'industrie forestière et du ministère des Ressources naturelles dans *L'actualité* que dans *Recto Verso*.

J'ai suivi de très près le dossier de la forêt et encore de plus près les récents événements de la mise à jour de la Loi sur les forêts et la commission parlementaire de l'automne 2000. J'ai également été associé de très près au film *L'Erreur boréale* et au débat qui suivi à sa diffusion. J'ai aussi coordonné une coalition de groupes sociaux, syndicaux et environnementaux qui demandaient une réforme majeure de la politique forestière québécoise.

Certes, les coopératives forestières ont un discours très ambigu. Elles sont des coopératives de travailleurs forestiers, sylvicoles et de travailleurs de l'industrie forestière. Mais curieusement au cours du débat entourant la diffusion de *L'Erreur boréale*, le discours offi-

ciel des coopératives forestières s'est collé à la position de l'industrie et du ministère. Sur ce point d'ailleurs, citant la position des coopératives forestières, le texte publié dans *Recto Verso* est très clair : « Le débat sur la révision du régime forestier... a souffert d'un déficit d'information et de l'incompréhension du public. » Ce point de vue technocratique appartient à l'industrie et aux autorités du ministère depuis des décennies. Cautionner ce point de vue, c'est considérer que la population québécoise, dont les racines historiques sont fortement liées à la forêt, est complètement déconnectée de ce qui se passe en forêt.

Mais cette position politique des coopératives en faveur du discours officiel de l'industrie et du ministre Jacques Brassard est stratégique dans un débat fortement médiatisé. Les dirigeants de coopératives forestières ont ainsi conservé de bonnes relations d'affaires avec les dirigeants industriels et avec le cabinet du ministre. Le ministre Jacques Brassard se rend chaque année à leur congrès et bravo pour leur lobby. La tempête de *L'Erreur boréale* leur aura servi à améliorer leurs relations d'affaires. En se con-

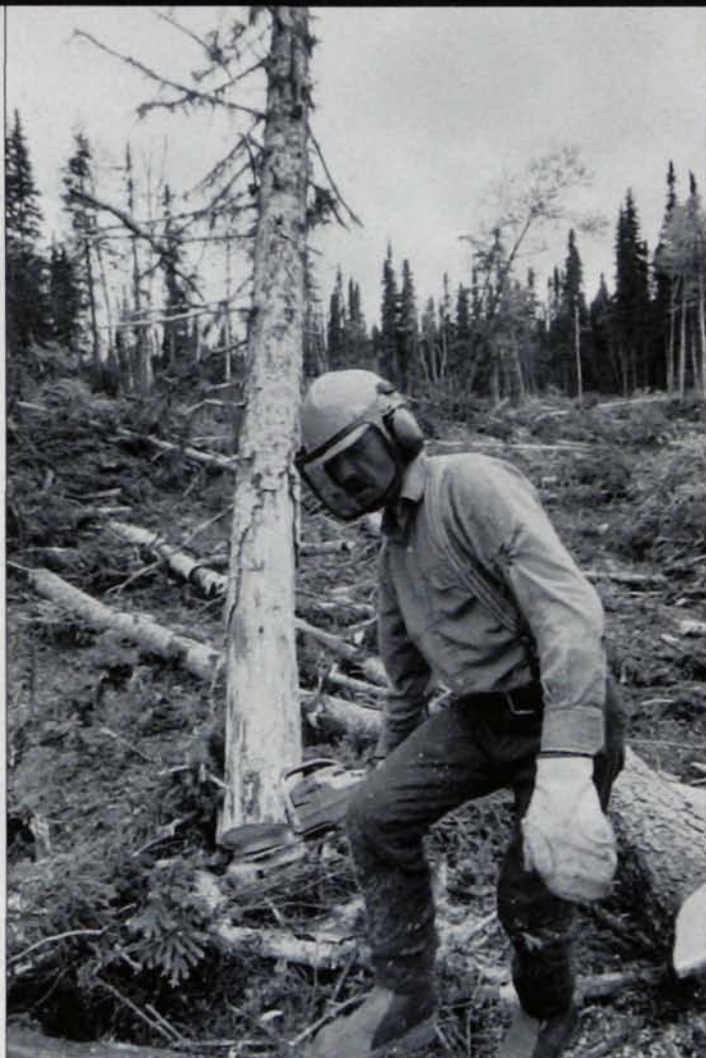


PHOTO BENOÎT AQUIN

Au sein de plusieurs coopératives forestières, des groupes de travailleurs tentent de se syndiquer.

nectant aux intérêts dominants de la foresterie, il arrive aux coopératives de se déconnecter

de leurs bases. Au cours des années récentes et au sein de plusieurs coopératives fores- ►



VOUS NE VOULEZ PAS PRENDRE LE RISQUE DE RATER UN NUMÉRO?

ABONNEZ-VOUS!

VOUS NE PAYEREZ QUE LES FRAIS DE POSTE ET DE MANUTENTION (toutes taxes incluses)

- | | |
|--|----------------|
| ☐ Groupe populaire | 25\$/an |
| ☐ Individu | 20\$/an |
| ☐ Institutionnel | 25\$/an |
| ☐ Soutien | 32\$/an |
| ☐ Étudiant ou sans emploi | 15\$/an |
| À l'étranger ☐ individu | 30\$/an |
| ☐ institutionnel | 40\$/an |

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE ()

PAIEMENT INCLUS ☐

Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à :

Revue Vie Ouvrière inc., 1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

tières, des groupes de travailleurs ont d'ailleurs tenté de se syndiquer.

Dans une édition récente du *Coopérateur forestier*, l'éditorial de Jocelyn Lessard se réfère directement à l'actuelle campagne de syndicalisation en sylviculture. «Je me permets cependant, écrit-il, de souligner que leur stratégie de recrutement relève d'un travail de destruction d'une industrie et d'une dévalorisation jamais atteinte du métier de travailleur forestier.» Le métier de travailleur sylvicole et de travailleur forestier est malheureusement le dernier des métiers de la société québécoise. En niant cette réalité, les coopératives forestières font le jeu de l'industrie et du gouvernement. Si *Recto Verso* s'intéresse à la forêt et veut respecter son mandat, il lui faudrait présenter un autre point de vue que celui de l'establishment. L'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) a par exemple une longueur d'avance sur les questions environnementales qui touchent la forêt. La Confédération des syndicats nationaux (CSN) est aussi en pleine campagne de syndicalisation en sylviculture. Il commence à y avoir des résultats, mais la bataille est loin d'être facile.

— PIERRE DUBOIS
Ingénieur forestier
Service de l'information
de la CSN

LA GAUCHE CONTRE LE DROIT

«L'homme de droit contre la droite», titrez-vous dans votre dernier numéro (NDLR : no 291, juillet/août 2001). Étrange thèse puisque ce sont les hommes de droite qui ont érigé l'État de droit, la gauche ne cessant de lutter contre lui. Une preuve ? Toute la gauche supporte fièrement Fidel Castro à Cuba. Ce régime est pourtant synonyme d'emprisonnements politiques, de procès truqués, d'interdiction de manifester, d'absence de liberté, de langue de bois et de gâchis économique. Il était d'ailleurs comique (triste, en fait) de voir les manifestants, lors du Sommet des Amériques, prendre ouvertement parti pour un régime comme celui-là. Cela a démontré le manque de sérieux et de crédibilité de la gauche. L'alternative offerte à la mondialisation est pire que cette dernière.

Plus loin, on peut lire : «Je ne pense pas que le marché puisse régler tout.» Nul besoin d'avoir fait de grandes études pour affirmer une telle banalité. La droite, en général, n'a jamais eu cette prétention, ni même Hayek, qui reconnaissait qu'il y avait des correctifs à apporter. C'est plutôt la gauche qui a toujours eu cette prétention de régler tous les problèmes avec son «projet de société» tout préparé à l'avance et qui n'a jamais tenu compte de la réalité.

L'entrevue associe le libre marché avec les pires atrocités du nazisme, histoire sans doute de le discréditer sans appel. Or, le nazisme est bien plus près de la gauche que de la droite : le nazisme a repris presque tous les points du *Manifeste du parti communiste* de Marx : État fort, nationalisations, etc. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que le parti nazi s'appelait national-SOCIALISTE.

Enfin, non seulement la gauche a retardé le développement des pays où elle a pris pied, mais elle a aussi détruit toutes les libertés et bien souvent la vie elle-même. La gauche a bel et bien sombré dans le sang et le ridicule... sauf pour certains intellectuels professionnels.

— DANNY CHAMBERLAND
Sainte-Foy

MANIFESTER QUOTIDIENNEMENT

L'ALÈNA, la ZLÈA, beaucoup de lettres et de concepts bien compliqués, dont on ne connaît pas vraiment toute la portée et tous les impacts. Dans les médias et les revues, on dit que les gouvernements vont mettre beaucoup trop de pouvoir dans les mains de grosses firmes, ce qui leur donnera «le droit de concurrencer les services publics et d'entraver le pouvoir des gouvernements d'établir des lois, normes et règlements pour protéger la santé, le bien-être et l'environnement». C'est

bien inquiétant tout cela, on se dit qu'il faut réagir... [...]

La mobilisation qui s'est tenue à Québec était impressionnante. Maintenant que c'est terminé, il ne faut pas tourner la page et continuer notre petit quotidien habituel. En fait, la manifestation doit se vivre au quotidien... Les personnes qui achètent biologique (sic) (de producteurs locaux) et qui n'épandent pas d'engrais et d'herbicides pour avoir une pelouse parfaite ont trouvé de bons moyens d'agir de façon intégrée face à l'agriculture sans âme. Beaucoup d'autres moyens sont possibles, notre seule limite est notre créativité...

Si les droits humains vous tiennent à cœur, informez-vous des noms des compagnies qui ne tiennent pas compte de ce droit universel. Faites-en une liste et distribuez-la à vos amis. Nous avons le pouvoir de changer les choses parce que acheter, c'est manifester.

La plus belle révolution se fait au quotidien et c'est par le biais de la non-consommation qu'elle s'exprime le mieux. Il est temps d'agir en CONSCIENCE de cause...

— SANDRA GAUVIN

1 Recto Verso, No. 289, mars/avril 2001, p.18

NDLR : La tribune de *Recto Verso* est ouverte à toutes les personnes et organisations. Seules les lettres signées, avec adresse et numéro de téléphone seront publiées. *Recto Verso* se réserve le droit de les abréger.

1215, rue Visitation
Bureau 101
Montréal (Québec)
H2L 3B5
Téléc. : 514-523-5812
rectoverso@videotron.ca



Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités sociopolitiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens-nés sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans *Recto Verso* n'engagent que leur-s auteurs-es.

CONSEIL D'ADMINISTRATION : Françoise Guay, François Mercier, Guylain Prince, Nathalie St-Pierre, Edith Tessier, Lina Trudel

POUR NOUS JOINDRE 514-523-5998

ADMINISTRATION
SERVICE AUX ABONNÉS POSTE 27
ET POINTS DE DÉPÔT

COORDONNATRICE GÉNÉRALE
Anne-Marie Brunelle

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE
ET DISTRIBUTION : Mélanie Larivée

REDACTION POSTE 23

RÉDACTEUR EN CHEF : Richard Amiot
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
ET DIRECTEUR PHOTO : Patrick Alletyn

PUBLICITÉ POSTE 24

DIRECTRICE DES VENTES : Edith Tessier

PRODUCTION

DIRECTEUR ARTISTIQUE : François Leclerc

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION : Richard Bousquet

CORRECTEUR : Pierre Ducloux

GRAPHISME : Composition Fleur de Lysée inc.,
François Leclerc et Alain Thérault

IMPRESSION : Imprimeries Québec inc.

DISTRIBUTION : Distributions Faucons
450-649-5116

FRÉQUENCE DE PARUTION : 6 numéros par an



Recto Verso est distribué dans plus de 1100 points de dépôt et par abonnements, à travers le Québec et dans la francophonie hors Québec.

Recto Verso est présentement en processus d'accréditation de sa distribution avec le Canadian Circulation Audit Board (CCAB).

Recto Verso bénéficie de fonds pour le développement de l'économie sociale du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière accordée par le gouvernement du Canada pour nos coûts rédactionnels par l'entremise du Fonds du Canada pour les magazines.

Recto Verso est membre de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse Repère, Dépôt Légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN : 1484-6586 Envoi de publication, Enregistrement : no 1325639
Parution : no 292, septembre 2001

LA RICHESSE EST LÀ

Une obsession. Un impératif moral. Un défi planétaire. Les expressions enthousiastes pour définir la lutte à la pauvreté sont à la mode. Les tenants du néo-libéralisme économique tentent de redorer leur côté gauche. Notre position est moins lyrique.

La charité, la compassion et la solidarité sont des valeurs individuelles et collectives admirables, essentielles. Elles ne peuvent toutefois, en aucun cas, être à la base des relations entre l'État et les citoyennes et citoyens fondées sur le droit. Les politiciens ont beau envelopper leurs discours d'une rhétorique compassée : l'État a l'obligation d'assurer le minimum à tous les membres de sa collectivité.

Les travailleurs à temps plein au salaire minimum sont toujours pauvres au Québec.

Le 15 juin 2001, M. Jean Rochon, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, présentait des «orientations et perspectives d'action en matière de lutte contre la pauvreté». Le document : *Ne laisser personne de côté!* fera l'objet d'une consultation nationale au cours des prochains mois.

La faim

Nous ne traiterons pas ici des mesures «significatives» annoncées en même temps que la consultation. Pour la majorité, elles nous apparaissent comme autant de «bandages» sur le symptôme le plus médiatique de la pauvreté : la faim. Les millions de dollars annoncés pour le financement des Clubs des petits déjeuners, des diners pour les jeunes du secondaire ou des cuisines collectives ne nuiront pas, certes. Mais nous constatons que le gouvernement préfère encore s'attaquer aux effets plutôt qu'aux causes.

Nous espérons que la consultation permettra de voir émerger de nouvelles solutions pour lutter contre les origines plus profondes de la pauvreté. Nous devons envisager la pauvreté comme la négation institutionnalisée des principes de la protection sociale, qui régissent encore à ce jour la société québécoise et dont le gouvernement est le garant. La voir sous l'angle d'une citoyenneté de seconde zone et non plus se contenter d'y voir «des pas chanceux, des maganés» dont il faut «s'occuper», qu'il faut prendre en charge.

Dans un éditorial précédent, nous disions que la condition première était d'assurer un barème plancher à l'aide sociale, un minimum incompressible. Un plan plus vaste de lutte à la pauvreté devra comprendre davantage. Seule, une augmentation des revenus des personnes assistées sociales (une définition somme toute simple de la lutte à la pauvreté) ne sera pas suffisante. Elle est néanmoins nécessaire.

Non plus qu'une kyrielle de projets, programmes «à la carte» pour soutenir les moins nantis. Les résultats récemment publiés du programme OLO (œuf, lait, orange) pour les femmes enceintes en témoignent éloquentement. C'était (et ça demeure) une bonne idée, mais OLO ne donne pas de bébés en meilleure santé. Donner à manger ne suffit pas, si on n'améliore pas les autres conditions de vie de la future maman ou si on les laisse se détériorer.

Les jobs ne suffiront pas

Depuis des années, l'emploi est au centre de toute l'action, toute la stratégie gouvernementale de lutte à la pauvreté. Voilà comment on sort le monde de la misère : en créant des jobs. De cette idée sont nées les mesures d'insertion au travail, les divers programmes de création d'emploi, le Fonds de lutte contre la pauvreté. Il faut examiner les résultats au-delà des statistiques. L'accroissement du taux d'emplois n'est pas la seule mesure du succès ou de l'échec relatif. Il ne dit rien sur la qualité des emplois, ni même sur l'inégalité des revenus. Les travailleurs à temps plein au salaire minimum sont toujours pauvres au Québec. La création d'emploi est une solution. Une parmi d'autres.

Le monde du travail change. Le travailleur est contractuel, temporaire, autonome. Le travailleur doit être mobile, polyvalent, flexible. Il en résulte l'insécurité et de moins bons revenus. Parlez-en aux travailleurs autonomes, aux contractuels permanents : ils n'ont pas d'assurance collective, pas de syndicat, pas de plan de retraite. Un *burn-out* (ou une cheville tordue) et c'est le BS. Pour s'attaquer à la pauvreté, il faut aussi encadrer les pratiques des entreprises privées et publiques qui recourent aux contractuels pour baisser leurs dépenses, sans considération aucune pour les personnes et pour la société.

D'autres le font, ailleurs. Les pays développent différentes approches pour lutter contre la pauvreté. L'Association internationale de la sécurité sociale tenait, en septembre 2000, une conférence sur la *sécurité sociale dans le village global*. Depuis 1999, aux Pays-Bas, la loi sur la «flexicurity» (flexibilité/sécurité) encadre le recours aux emplois temporaires et accorde aux salariés des droits spécifiques (dont le droit à la formation professionnelle et la transformation de leur engagement en emploi régulier, durée indéterminée, après 36 mois de contrats successifs).



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR ALENTE CENTRE-SUD

Chaque pays fait face à des réalités différentes et a trouvé des solutions adaptées. L'emploi est une des conditions pour assurer la protection sociale. L'Angleterre des travaillistes a mis en place une stratégie sur quatre axes : la création d'emplois (d'emplois de qualité), l'augmentation des prestations, des programmes préscolaires et la mobilisation du secteur communautaire.

La qualité première de cette stratégie repose sur le fait que ces quatre axes ont été développés **simultanément**. Elle explique la réduction du nombre d'enfants pauvres, après deux ans de son application. Aux Pays-Bas, le gouvernement a augmenté considérablement les prestations aux familles. En Suède, en France, on a aussi opté pour un régime d'allocations familiales qui assurent un minimum décent aux familles. Ce n'est pas le cas ici. Les allocations familiales sont beaucoup moins importantes qu'en Europe. Elles diminuent à mesure que l'enfant

Été 1999. Montréal. Terrasse donnant sur la rue Iberville, une des voies de circulation des camions arrivant du pont Jacques-Cartier. Derrière la maison, la cour est condamnée par les inspecteurs de la Ville : des briques tombent du mur du 3^e étage.

vieillit. Comme si l'adolescent de 12 ans coûtait moins cher que le bambin de 5 ans.

Au Québec, le plan d'attaque contre la pauvreté devra offrir une vision d'ensemble de la sécurité sociale en 2001. Une stratégie globale offrant plus d'argent aux moins riches, mais aussi un plan de protection sociale pour les personnes âgées, les malades, les femmes enceintes, les chômeurs, les Autochtones, les petits salariés. Et, bien sûr, proposant des emplois, de qualité, et des moyens, pour les travailleurs, de se former et de se recycler, des normes de travail élevées, la facilitation de la syndicalisation.

Le meilleur moyen d'augmenter la richesse collective reste de la redistribuer. Les *pauvres* dépensent leur argent ici. À la différence des fortunes immenses thésaurisées dans des paradis fiscaux par un petit nombre d'individus. La richesse est là. Nous ne vivons pas dans un pays pauvre. Nous devrions nous assurer le contrôle de cette richesse, des fonds de pension publics et privés, ces joueurs dont il ne faut pas sous-estimer l'importance. Des choix s'imposeront. ▣

BLOC-NOTES

« **Richard,** tu es là ? Je n'ai pas de très bonnes nouvelles pour *Recto Verso*. » André, au téléphone. Il revient d'un long périple dans le Cône Sud de l'Amérique, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Brésil en cinq semaines.

Au Brésil, notre journaliste André Seleanu devait se rendre à Porto Alegre, un lieu devenu mythique pour toute la mouvance de gauche, depuis que s'y est tenu le 1er Forum social mondial, en janvier 2001. Le second Forum s'y déroulera également en 2002. Porto Alegre est aussi célèbre pour son mode original de gouvernement, le *budget participatif*, qui associe le simple citoyen à l'administration de sa ville (tiens, un sujet très d'actualité au Québec, à la veille des élections municipales). Mais André nous montre (voir son article, page 30) que le mythe est... un mythe. Il était un peu déçu. Moi pas.

André avait profité du Sommet des Amériques, en avril 2001, à Québec, pour prendre contact avec des politiciens latino-américains, des professeurs, des syndicalistes, des militants d'ONG. Il est allé rencontrer ces personnes chez elles. Nous voulions constater comment évoluait la politique, là-bas, par rapport au projet d'intégration économique continentale des trois Amériques.

Ça vous surprend ? Moi pas.

Il a trouvé des pays aux prises, chacun, avec leurs démons, comme nous. Nous, c'est LA question nationale irrésolue. Eux, Chiliens, c'est le cauchemar de la dictature qui s'est abattue sur ce beau pays en 1973. C'est la folie des institutions financières mondiales qui mettent l'Argentine en coupe réglée, ruinant l'économie et les petits épargnants, appauvrissant les plus pauvres. L'Uruguay bucolique, qui se relève aussi d'une sanglante dictature. Et enfin, l'immense Brésil, immensément riche, le pays au monde la répartition des richesses est la plus inégale. Ces pays sont toujours plus ou moins au bord de l'explosion sociale. Leurs élites tiennent la mèche.

En politique, rien de plus dangereux que les illusions entretenues par l'aveuglement. On juge sur pièces. Et la démocratie n'a jamais été un exercice facile. Et la démocratie ne peut pas tout faire, assurer le bonheur des peuples d'un coup de baguette magique.

Au Mexique non plus, la démocratie n'a pas la vie facile. Elle se fourvoie, commet l'irréparable, peut se transformer en dictature de la majorité. Des tyrans, dans notre histoire, ont été plébiscités. Chez nos associés dans l'Aléna, et ailleurs dans le monde, on a salué l'alternance électorale qui a amené au pouvoir Vicente Fox l'an passé.

La journaliste Denise Proulx allait au Mexique avec l'idée bien arrêtée de vérifier sur le terrain ce qui commence à circuler sur la politique du nouveau gouvernement à l'égard des 11 millions d'indigènes dont la population se concentre principalement dans les États du sud du pays. Cette politique a un nom, *Plan Puebla-Panama* (voir p. 22). C'est un ambitieux projet pour amener le développement économique au sud, depuis l'État de Puebla, qui jouxte Mexico, jusqu'à Panama.

Vicente Fox mise sur la réussite économique pour se tailler un place dans les manuels d'histoire. Comme Robert Bourassa et son programme pour créer

100 000 emplois, au début des années 1970, grâce au harnachement des rivières qui se jettent dans la Baie James.

Le problème, dans les deux cas, c'est que les Autochtones ne veulent rien savoir de céder leurs terres pour permettre aux Blancs de faire de l'argent sans payer de compensation, sans consultation, sans que les premiers occupants aient seulement leur mot à dire.

Au Québec, ça s'est terminé devant les tribunaux et, oh ! surprise, les Indiens ont gagné. D'ailleurs, on est toujours plus ou moins devant les tribunaux, pour régler ces affaires-là. C'est normal. C'est les affaires.

Au Mexique, le gouvernement, les potentats locaux et d'ambitieux capitalistes, pas tous mexicains d'ailleurs, feraient bien l'économie d'une redevance aux Indigènes. Et, surtout, pas question de refuser au puissant voisin États-Unien son eau, son énergie, ses mines et ses bijoux. Aussi, militaires et paramilitaires pullulent dans les territoires indigènes. Les exactions se multiplient. Les Autochtones ont décidé de porter leur cause devant les tribunaux, d'abord pour faire casser une loi passée en juillet 2001 qui les dépouille de leurs droits.

Pour le Mexique de Vicente Fox et de l'Aléna, notre associé, c'est un test : le Mexique forme-t-il une société de droit ? Reconnaît-il, comme nous, les droits aborigènes ? Les tribunaux rendent des sentences équitables ? Ou y règle-t-on ces questions au bout du fusil ?

Denise, en compagnie du photographe Benoît Aquin, est revenue toute retournée de son séjour. Elle était outrée par ce qu'elle avait vu. Moi pas.

Rule of law, force reste au droit, ces formules apparemment simples qui ont fait du chemin au fil des siècles dans nos sociétés ne s'imposent pas d'elles-mêmes, d'un trait de plume au bas d'un traité. L'Union soviétique avait, sur papier, disait-on, la meilleure constitution nationale qui fût : derrière le paravent de papier, une des plus sanglantes tyrannies de l'histoire humaine a sévi pendant trois-quarts de siècle. À son heure, elle est tombée comme un fruit mûr, comme l'Iran du Shah, la France de Louis XVI, etc.

Ce sont les lendemains des révolutions ou de changements de régime qui déchantent. Voyez Eltsine et Poutine, les ayatollahs, la Terreur en 1792. Le grand soir se mue en grande noirceur. C'est la révolution, la démocratie confisquée.

Alors, Fox, au Mexique, le *Partido dos trabajadores*, à Porto Alegre, ce qu'ils en font, du pouvoir dont on les a investis, cela vous choque ? Vous heurte ? Vous surprend ? Moi pas. (J'ironise, vous l'avez compris.)

— Richard Amiot



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
du 18 au 28 octobre 2001



Choisissons notre monde

par une consommation
socialement responsable



Programmation (514) 871-1086 ou www.aqoci.qc.ca

«Ce qui me plaît
du *Devoir*,
c'est le propos :
direct, intelligent,
incontournable!

Le Devoir, c'est bien
pensé, bien écrit.
C'est différent...»

LE DEVOIR,
un journal indépendant

ABONNEMENTS : 514.985.3355 • 1.800.463.7559

TOUT COURT TOUT COURT

L'Union paysanne du Québec NON À L'AGRO-BUSINESS

L'Union paysanne du Québec dit NON à l'industrialisation des fermes familiales, à la pollution des campagnes, à l'endettement des petits agriculteurs, au monopole des manufacturiers, au secret sur les procédés biotechnologiques, au bio-piratage du vivant, des animaux, des aliments.

PAR DENISE PROULX

Les agriculteurs et les consommateurs du Québec qui refusent le mode de vie dicté par les Monsanto, Nabisco, Kraft et Nestlé de ce monde ont dorénavant une voix pour s'exprimer au Québec.

Les promoteurs de l'Union paysanne du Québec, Roméo Bouchard, un agriculteur biologique et agent de développement rural de Saint-Germain-de-Kamouraska, et Maxime Laplante (fils du journaliste Laurent Laplante), agronome, enseignant et fermier de Sainte-Croix-de-Lotbinière, n'entendent pas en rester au niveau de la dénonciation. Ils organisent un congrès de fondation pour novembre 2001, où il sera question de la promotion d'une nouvelle politique agricole assurant la souveraineté et la sé-

curité alimentaire. L'Union paysanne «veut porter le courant en faveur d'une agriculture à dimension humaine, respectueuse de la nature et de l'environnement, créatrice d'emplois et de dynamismes locaux».

L'Union paysanne a pris son origine dans l'exaspération d'agriculteurs et de campagnards tannés du monopole corporatiste de l'Union des producteurs agricoles (UPA) qui approuve les politiques canadiennes et québécoises favorisant les multinationales, orientées essentiellement vers l'exportation et l'ouverture des marchés. «C'est inadmissible de laisser une poignée d'industriels agricoles décider seuls de notre alimentation, de notre santé et de [l'organisation de] nos campagnes», dénonce Roméo Bouchard, sur le site de l'organisation.

L'Union paysanne du Qué-

DANS LES LUTTES ET LES COMBATS

LUTTE DE QUARTIER

«Du mouvement Saint-Gabriel au Comité Saint-Jean-Baptiste» raconte l'histoire du quartier Saint-Jean-Baptiste, à Québec, où la moitié des logements ont été rasés pour faire place au développement. Face à la construction du Complexe G, de

l'Auberge des gouverneurs, et de l'autoroute Dufferin-Montmorency, les citoyens ont tenté de protéger leur quartier. Le document publié par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste rappelle les 25 ans de luttes menées par l'organisme dans ce quartier.

bec souhaite créer le premier syndicat de citoyens et de citoyennes au Québec incorporé en vertu de la Loi des syndicats professionnels réunissant des agriculteurs et des consommateurs qui ont à cœur de défendre leurs droits à une agriculture polyvalente et à des produits agricoles sains. Si elle y parvient, elle cherchera à faire abolir le monopole de l'UPA sur la représentation du monde agricole au Québec, tel que reconnu par la loi depuis 1982.

Durant l'été, l'Union paysanne a recruté plus de 200 membres, dont 80% sont des producteurs laissés pour compte par l'agro-business. «C'est devenu un système favorisant le monopole des multinationales et de nos grandes coopératives agricoles qui agissent selon les mêmes règles de mise en marché, accuse Roméo Bouchard. Tout l'argent investi en agriculture va à l'industrie. Il n'y a rien pour le biologique et la production locale.»

L'Union paysanne croit que le consommateur aussi a son mot à dire sur ce qu'on met dans son assiette. Les organisateurs font le pari qu'un rassemblement des pionniers de l'agriculture biologique et de consommateurs avertis constituera une force collective alternative qui ne pourra être ignorée.

L'Union paysanne s'inscrit dans le courant mondial pour une alimentation saine. Elle est en relation étroite avec le *National Farmers Union*, du Canada, *Via Campesina* (qui regroupe des paysans du Nord et du Sud) et la Confédération paysanne, de France. Le porte-parole de cette dernière, José Bové, participera, en septembre, à des activités organisées par l'Union paysanne du Québec.

Les initiateurs de l'Union paysanne sont appuyés par des dizaines de producteurs agricoles, dont Fernand Tétrault, un éleveur de porcs de Béthanie,



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

Fernand Tétrault a créé un Regroupement d'achat avec 70 autres producteurs de porcs et de lait du Québec, afin d'augmenter leur volume d'achat de grains de qualité et pour résister au contrôle des multinationales sur les marchés. Il a adhéré à l'Union paysanne pour militer en faveur du droit à des aliments de qualité.

en Estrie. Comme plusieurs autres agriculteurs, il élève des animaux nourris uniquement au grain, sans farines animales ni ajout d'hormones. «Je me bats pour produire une viande de qualité supérieure, mais les distributeurs la mélangent aux autres viandes, pour protéger les marchés des gros. C'est pas normal que le consommateur ne puisse pas choisir. Avec l'Union paysanne, j'ai confiance qu'on va pouvoir établir deux mises en marché différentes», déclare M. Tétrault. □



Tisser des liens

Lors du Sommet des Peuples à Québec, le Syndicat des Métallos a permis à des travailleurs et à des travailleuses de cinq pays d'Amérique latine de rencontrer des travailleurs et des travailleuses du Québec et du Canada. Cette solidarité concrète doit s'étendre à l'ensemble de la société civile à la grandeur de la planète. C'est une condition essentielle pour la progression de la démocratie et le développement d'alternatives syndicales et populaires.



Syndicat des Métallos

4115 Ontario est Montréal Qc H1V 1J7
Téléphone: (514) 599-2000 Télécopieur: (514) 521-4624
Courriel: uswa@uswa.ca Telle: www.uswa.ca

Sans frais: 1-800-361-5756

Vélo-Québec COCKTAIL TRANSPORT

Taxi + vélo, c'est un projet pilote lancé en mai 2001 pour stimuler la complémentarité entre le vélo et le taxi.

PAR LISE MILLETTE

D'une durée de deux ans, cette initiative de Vélo-Québec vise à développer un service qui augmentera le rayon de déplacement des cyclistes en milieu urbain.

De plus en plus, la population est incitée à combiner transport en commun et transport privé afin de favoriser les déplacements verts et de réduire par la bande les difficultés de circulation. Ce maillage entre différents modes de transport a donné naissance au concept du

cocktail transport, qui est en fait une solution pour redonner du tonus au transport en commun.

Le mariage taxi et vélo était pratiquement inexistant au Québec et, pour ce qui est de la région de Montréal, «certains offraient des possibilités, mais de toutes sortes de façons. On passait des supports aux mini-fourgonnettes, quand ce n'était pas tout simplement le coffre de la voiture», rappelle François Vermette, de Vélo-Québec.

Évidemment, cette dernière solution n'accommodait qu'à contrecoeur les cyclistes, qui

voyaient leur véhicule confiné à un espace compact, exigu et sans protection contre les bris. Le projet est donc né «dans la foulée des différents projets pour améliorer la complémentarité entre le vélo et le transport public», raconte Jean-François Pronovost, directeur général de Vélo-Québec.

L'investissement pour le développement d'une flotte d'environ 80 véhicules a été de 40 000 dollars et a compris l'achat et l'installation des supports à vélos ainsi que la publicité entourant le nouveau service. Quant aux chauffeurs de taxis, ils contribuent à leur façon en s'engageant à acheter un accessoire pour installer les supports.

Pour profiter du service, l'utilisateur doit déboursier un supplément de trois dollars sur la course, pour chaque vélo transporté. Chaque véhicule peut transporter trois vélos. L'utilisateur doit

aussi avertir qu'il veut transporter un vélo quand il appelle un taxi. Quatre compagnies de taxis ont accepté de participer : Taxi Diamond Montréal, Coop de taxi de l'Ouest métropolitain, Coop Taxi Laval et Taxi Union Longueuil.

Le projet est en rodage. Une première évaluation est attendue à l'automne 2001. L'objectif ultime est de faire en sorte que les supports à vélos sur les taxis deviennent une norme, tout comme c'est le cas au Danemark, où la loi sur le taxi prévoit que tout véhicule soit doté d'un support à vélos.

À la fin du projet, les initiateurs feront leurs recommandations : «Selon les résultats, un tel service pourrait être implanté de manière plus permanente dans différentes villes, comme Québec, Sherbrooke ou Trois-Rivières», espère Jean-François Pronovost. □

COLLECTION

Temps libre

Culture

ÉCOTOURISME et GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

Marie Lequin

Un modèle de gouvernance démocratique tenant compte des intérêts de développement des communautés locales tout en protégeant les ressources naturelles.

2001, 254 pages, D-1084

Presses de l'Université du Québec

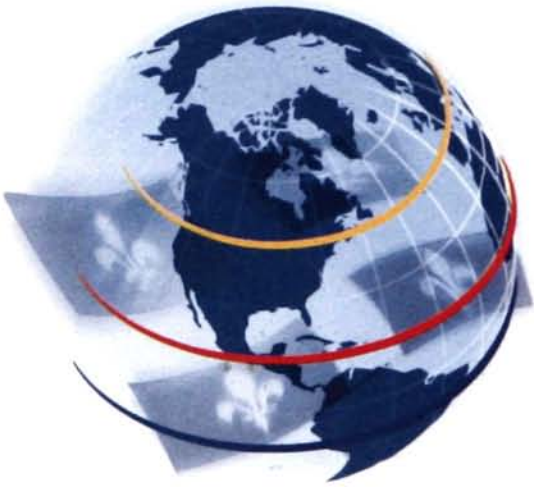
www.puq.quebec.ca
1-800-859-7474

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Marie Lequin

Écotourisme et gouvernance participative

37\$



Le ministère des Relations internationales appuie l'ouverture des régions à l'action internationale.

Québec 
Ministère des Relations internationales

L'aide juridique **AUTONOME**

Un conflit sur les salaires des avocats menace la survie des services juridiques de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, et son autonomie en tant que groupe communautaire. Cette clinique juridique avait servi de modèle pour l'aide juridique au Québec il y a trente ans.

PAR ANNE-MARIE TREMBLAY

Après 15 ans de travail avec le milieu communautaire, Arthur Sandborn, président du Conseil central Montréal métropolitain (CSN), ne se rappelle pas qu'un conflit syndical ait menacé la survie d'un groupe communautaire. M. Sandborn se plaît à rappeler que, malgré des relations parfois délicates et certaines erreurs, la CSN, qui représente les avocats à l'emploi des Services juridiques de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, a toute une histoire de collaboration avec le mouvement communautaire.

Il faut remonter dans le temps pour comprendre la source du conflit. Pendant longtemps, les salaires, à la clinique juridique populaire, ont été calculés selon les besoins. Concrètement, cela signifie qu'une se-

crétaire vivant seule avec un enfant pouvait recevoir une rémunération plus élevée qu'un avocat célibataire.

En juin 2001, la Commission des services juridiques du Québec a demandé à la clinique de Pointe-Saint-Charles de signer un protocole qui l'obligeait, entre autres, à se soumettre aux règles provinciales sur les contrats de travail et les salaires de ses employés. À défaut, la clinique risque de perdre son accréditation et ses subventions.

Selon la Commission, les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne doivent faire valider toute convention collective par le Conseil du Trésor, à cause de la Loi sur le régime de négociations dans le secteur public et parapublic. Ainsi, la convention collective signée en

mai dernier avec les employés de soutien est jugée illégale par la Commission.

Cette directive est décriée à la clinique juridique : l'OSBL (organisme sans but lucratif) ne considère pas faire partie du réseau public. Mis en place il y a 30 ans, le centre communautaire avait servi de modèle au réseau d'aide juridique du Québec. Bien que, dès 1974, le gouvernement lui ait donné un mandat d'aide juridique, la clinique a toujours pris ses décisions d'une façon autonome, c'est-à-dire en consultant à la fois les employés et les citoyens des quartiers qu'elle dessert.

La Commission soutient également que la clinique communautaire a mal géré son budget, explique Micheline Crompt, présidente du Centre communautaire d'aide juridique. «Ça fait 30 ans qu'on existe et il n'y a jamais eu de problèmes majeurs dans la gestion», soutient-elle. Le contrat de service entre la clinique juridique et la Commission est d'ailleurs renouvelé chaque année.

Les secrétaires bénéficient donc de conditions de travail plus avantageuses que leurs collègues du secteur public. En mai 2001, regroupées au sein de l'Union des employés de service (FTQ), elles ont signé leur première convention col-

lective. La Commission des services juridiques juge ce contrat de travail illégal.

Quant aux avocats, ils gagnent 14000\$ de moins que ceux du secteur public, calcule Robert Fuoco, président du Syndicat des avocats des services juridiques de Montréal (CSN). Les avocats de la clinique communautaire revendiquent la parité salariale avec leurs confrères et consœurs du réseau.

Le conflit n'est qu'une façade pour la Commission, un prétexte pour fermer la clinique, croit le président du Conseil central Montréal métropolitain (CSN), M. Arthur Sandborn. Bien qu'il ne veuille émettre aucun commentaire sur les solutions envisagées par les parties, M. Sandborn estime que syndicats et avocats sont prêts à faire des pieds et des mains pour que la clinique ne ferme pas.

D'ici le 15 octobre, le médiateur nommé par le ministre de la Justice, M. Paul Bégin, devra proposer des pistes de solution afin de satisfaire à la fois les demandes de la clinique juridique, des syndicats et du gouvernement. Ses conclusions sont d'autant plus attendues que le gouvernement déposera bientôt un projet de loi sur la reconnaissance de l'action communautaire... autonome. □

DANS LES LUTTES ET LES COMBATS

LA SANTÉ EN FRANÇAIS

Un million de francophones vivent au Canada, en dehors du Québec. Pour ces minorités, est-il possible de recevoir des soins de santé de qualité dans leur langue? Du 2 au 4 novembre 2001, à Moncton, des intervenants du domaine de la santé chez

les francophones se pencheront sur cette question.

Organisé par la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), le forum national pour un meilleur accès à des services de santé en français devrait réunir ministres, praticiens de la santé et groupes communautaires. «Le but du

forum, c'est de faire valoir notre point de vue sur l'avenir des soins de santé en français au Canada aux gens de la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada» (Commission Romanow), explique Robin Cantin, porte-parole de la FCFA.

Bien qu'ils n'aient pas confirmé leur présence, Allan Rock, ministre de la Santé du Canada, Bernard Lord, premier ministre du Nouveau-Brunswick, et Roy Romanow, président de la Commission royale d'enquête sur l'avenir du systè-

me de santé canadien, devraient participer à ce forum.

MONDE DU TRAVAIL

Les 25 et 26 octobre 2001 se tiendra à Montréal le colloque de l'AEP (Association d'économie politique) «Fragmentations, ruptures et segmentations du marché du travail». Au menu, des réflexions sur la relation entre les nouvelles formes de travail et différents groupes de la société, femmes, jeunes, personnes vieillissantes. Informations: (514) 843-2015.

PHOTO BALEX MARCINEAU



Maurice, un locataire du 4125.

Le 4125 RUE PARTHENAIS

PAR ANNE-MARIE TREMBLAY

L'enseigne «2 1/2 à louer au mois» semble placardée pour l'éternité à l'entrée du 4125, rue Parthenais. Passée la porte, la cinéaste Isabelle Lavigne a mis des visages sur les statistiques de la gêne sinon de l'indigence. En élisant domicile

dans l'immeuble de la rue Parthenais, où les balcons sont mitoyens, elle a eu l'idée de saisir sur pellicule la vie derrière cette façade de la pauvreté. Elle a découvert, à rencontrer ses voisins, des gens qui demeurent dignes malgré une étiquette sociale qui leur colle à la peau. Majoritairement des hommes,

blancs, dans la quarantaine et sans travail, ils racontent leur histoire la tête haute, lucides.

L'impuissance semble insurmontable pour certains. Cet homme, dans un éclat de rire, annonce qu'il se contente d'attendre que la vie s'écoule. Et, comme il est en bonne santé, il sait que ça peut être long, très, très long...

Pour Isabelle Lavigne, les résidents de l'immeuble se meuvent dans une zone grise de notre société. «Ce ne sont pas

des junkies, ils ne vivent pas dans la misère noire, mais ils sont à l'écart d'une société qui roule sur l'argent. Ils ne jouent pas cette *game*-là : ils ont trouvé le moyen d'être heureux avec peu», raconte-t-elle. Ils se raccrochent à ce qu'ils peuvent posséder pour être heureux : des animaux, la religion, la télévision.

Ce qui a frappé le plus la réalisatrice : malgré des «murs trois pouces d'épais» qui ne favorisent pas l'intimité, les locataires vivent dans l'anonymat, la solitude. Comme cette orpheline de Duplessis qui n'a, pour seule famille, que ses chats. Ou ce vieil homme avec sa perruche pour seule compagne, et des souvenirs.

Après *J.U.I.C.E.*, primé au Festival du film étudiant canadien, la réalisatrice de 26 ans expose les conséquences de choix de société dans ce nouveau documentaire présenté à compter du 28 septembre jusqu'au 10 octobre, au cinéma Ex-Centris. «Mon film n'est pas politique, nuance-t-elle. Il ne se porte pas à la défense des pauvres. Je pense qu'ils ont assez de dignité pour se défendre, et ils ne réclament rien. Ce sont des gens très mûrs.» □

4125, rue Parthenais est distribué par Antenna, 514-271-4000

DANS LES LUTTES ET LES COMBATS

VOIX DE FEMMES

Partition pour voix de femmes, qui raconte comment des femmes des cinq continents ont vécu la Marche mondiale des femmes, en l'an 2000, prendra l'affiche en octobre 2001. En Australie, en Inde, au Sénégal, en Équateur ou aux États-Unis, la réalisatrice Sophie Bissonnette montre comment les femmes s'y prennent pour régler les problèmes qu'elles vivent localement. Le long métrage sera d'autant plus

actuel que la Fédération des femmes du Québec, initiatrice de la marche, est en lice pour recevoir le Prix Nobel de la paix. *Partition pour voix de femmes* (86 min.) sera disponible en vidéocassettes dès le mois d'octobre à l'Office national du film.

AMNISTIE : D'AUTRES DROITS

Amnistie internationale a décidé d'ajouter, à sa mission traditionnelle de défense des droits civils et politiques, un

volet de défense des droits économiques, culturels et sociaux, lors de son 25^e conseil international à Dakar, en août dernier. L'organisation, qui existe depuis 40 ans et qui compte plus d'un million de membres, pourra ainsi se mettre à l'heure des problèmes découlant de la mondialisation. «Comme nos intervenants sont souvent des instances économiques, comme le FMI (Fonds monétaire international), ou des corporations, comme Shell, plutôt que des États, on pense être plus efficace ainsi», explique Anne Sainte-Marie, de la section montréalaise d'Amnistie.

L'AUTRE MONDIALISATION

Du 4 au 12 octobre se déroulera, à Cap-Rouge, près de Québec, la deuxième rencontre internationale de l'économie sociale et solidaire. Sous le thème «L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud», la réunion permettra à des intervenants d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du Sud et du Québec de discuter des différents enjeux de ce type de développement.

Le chargé de projet, Marcel Arteau, estime qu'il faut enfin passer d'une économie sociale, de petits projets qui n'ont pas de liens entre eux,

DIS, RACONTE...

LIMA, PÉROU — C'est au sommet d'une maison de rêve – pour enfants – que l'étonnante rencontre avec Danilo Sanchez Lihon, directeur général de l'INLEC (Institut du livre et de la lecture) a eu lieu, à Lima, au Pérou.

PAR RAMON VITESSE

Cette maison fantaisiste, à la fois son domicile et son lieu de travail*, expose en permanence et à tous les étages divers objets qui évoquent le patrimoine imaginaire de toutes les humanités et cela jusqu'au toit-terrasse qui tient lieu à la fois de tourelle, de castel et de castelet pour marionnettistes en herbe.

Le centre dirigé par le grand enfant Sanchez Lihon encourage plutôt une réelle lecture, sociale et inventive, par-delà l'alpha-bétisation (sic) à la conformité. Cela s'explique : «Je suis également l'auteur d'environ 80 livres : de la poésie, des contes traditionnels, des documents de pédagogie de lecture créatrice, etc.» Amoureux de l'œuvre du poète César Vallejo – ils sont natis du même village – et du Dante de la *Divine comédie*, qui traite notamment de la què-

te du bonheur terrestre, Danilo Sanchez Lihon se réclame néanmoins des traditions orales, qui sont, selon lui, «avant même l'époque inca, révélatrices d'une culture indigène et péruvienne».

Sur paroles

Actuellement, l'Amérique latine discourt des mérites et des démerites d'une reconnaissance pleine et entière de l'oralité et de ses legs. Comprendons-nous bien : par-delà une vaine polémique, le parti pris de Danilo Sanchez Lihon s'exerce dans le discernement. «L'écrit et la parole n'ont pas les mêmes conséquences», expose-t-il. La parole écrite de l'avocat, du prêtre ou du professeur fige, domine, trompe, dogmatise en s'imposant vérité. L'oralité reflète plus adéquatement la vie en se négociant... Dans la tradition orale, les indigènes donnaient même du sens en prolongeant des

silences. Ils affectionnaient les concours de créativité, de comique et de mémoire. Évanescents, le verbe sonore? La mémoire s'enlise tout de même moins que dans des océans de verbiage griffonné *ad nauseam*...

Mais revenons à nos enfants... Pour Danilo Sanchez Lihon, «l'enfant est un lecteur naturel si on prend en compte sa curiosité, ses interrogations et ses interprétations sur son environnement». L'homme de lettres se fait cinglant à l'endroit d'un système d'éducation appauvrissant qui «régularise, uniformise et cadastre l'enfant en niant sa capacité d'imagination, en lui imposant un embargo sur ses capacités d'explorer le monde». Pour lui, le conte s'avère intarissablement éducatif :



«Il permet à l'enfant de s'approprier et de re-construire son univers. À cet égard, le meilleur conte serait celui qui offre le plus de possibilités de conclusions et de manières de le vivre en élargissant l'imaginaire.»

Y aurait-il un risque, à force de dire tout haut ses envies d'humanité, de bouleverser l'ordre mortifère? □

* Dans *Travailler, moi? Jamais!* (L'Esprit frappeur, 1997), Bob Black écrit, à propos de l'abolition du travail : «J'aimerais que la vie soit un jeu, mais un jeu dont l'enjeu soit vertigineux. Je veux jouer pour de vrai.»

à une économie solidaire, cimentée par une vision commune. Pour y parvenir, on envisage la création d'un Secrétariat mondial qui coordonnerait les efforts dans ce domaine et qui pourrait être implanté au Québec.

MORT OU FIF

Gai-Écoute a reçu le prix Réjean-Marier, remis par l'Association québécoise de suicidologie, afin de souligner son travail dans la prévention du suicide. En plus d'offrir oreilles aux confidences, le centre d'aide téléphonique a publié, à l'automne 2000, l'étude *Mort ou fif*, qui met

en lumière le harcèlement homophobe que vivent les jeunes homosexuels, et qui les mène parfois jusqu'au suicide.

Malgré les statistiques alarmantes révélées par *Mort ou fif*, la demande de l'organisme d'ajouter Gai-Écoute aux bottins de références dans les agendas des établissements scolaires a reçu l'appui de seulement 25% des écoles. Alain Johnson, directeur de l'organisme, explique toutefois que ça ne veut pas dire que les écoles qui n'ont pas répondu sont automatiquement contre l'idée.

BÉNÉVOLAT

Pour souligner l'année internationale du bénévolat, le CABAL (Comité d'action bénévole affilié de Lanaudière) organise un forum international sur «Les visages du bénévolat». La rencontre se tiendra à Saint-Charles-Borromée, près de Joliette, et permettra d'entendre des conférenciers de qualité, comme Ricardo Petrella, du Groupe de Lisbonne, Jacques Proulx, président de Solidarité rurale du Québec, et M^{re} Julius Gray, professeur de droit à l'Université McGill. Informations : (450) 756-2005 ou www.emiliegamelin.qc.ca

INTERNET

Le *e-militant* confortable installé derrière son ordinateur peut dorénavant participer aux luttes partout à travers la planète. Un clic contre le travail des enfants, la pauvreté, les mines antipersonnel, pour signer des pétitions en ligne contre la discrimination... Sous la rubrique «10 minutes pour changer le monde», le site *cybersolidaires* propose trucs et astuces pour les internautes activistes. (www.cybersolidaire.org).

DANS LES LUTTES ET LES COMBATS

PUBLICATIONS

Ao! Espaces de la parole reprend vie dès l'automne 2001, après six mois de silence. Le prochain numéro se penchera sur l'avenir des rapports hommes-femmes et sur la mondialisation (ou mongolisation?) des marchés. À surveiller dans les kiosques à journaux.

BÂTISSEURS DE L'OMBRE

La CSN, à l'occasion de l'Année internationale de la mobilisation contre le racisme, lance le projet «Les bâtisseurs du Québec, un rendez-vous avec l'histoire». Les gens qui ont bâti le Québec proviennent de différentes communautés

nationales : Français, Irlandais, Anglais, Autochtones. Mais, qui connaît l'apport des Chinois, des Arabes, des Africains, dans la construction du pays?

Le Comité confédéral des relations interculturelles et raciales de la CSN recherche des gens venus d'ailleurs ayant contribué à façonner le visage du Québec. Ces informations serviront à des ateliers de discussion et, à long terme, on projette d'en faire une monographie.

«Ce qu'on veut, c'est provoquer une discussion sur l'histoire du Québec. On considère que le racisme est causé par l'ignorance, parce qu'on ne connaît pas son histoire. Et un peuple qui ne

connaît pas son histoire est en danger», explique Abraham Lara, responsable du comité. Pour de plus amples détails ou pour soumettre une candidature : courriel : comite.relationsinterculturelles@csn.qc.ca

PLANÈTE TERRE

Pillage de ressources naturelles, organismes génétiquement modifiés, pollution industrielle : les accords commerciaux et la mondialisation ont différentes conséquences sur l'environnement.

Pour mieux comprendre ces enjeux, l'*Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)* vient de publier un document intitulé «Mondialisation et environnement». En 35 pages, Martin Poirier et Martin Petit démêlent les différents aspects de ces problèmes planétaires. Et, en plus d'être court, le document est téléchargeable sur Internet. On peut aussi obtenir la version imprimée au coût de 2\$. Pour plus d'informations : www.iris-recherche.qc.ca

Porto Alegre 2002 DÉLÉGUÉS RECHERCHÉS

PAR DENISE PROULX

Les militants et les militantes désireux de participer au 2^e Forum social mondial, à Porto Alegre (Brésil), du 31 janvier au 5 février 2002, sont invités à soumettre des propositions d'ateliers, de séminaires ou de conférences au Comité organisateur avant le 22 octobre 2001.

Les dirigeants de l'Alliance sociale continentale (ASC), réunis à Mexico, à la mi-août, avec des militants de tous les continents, ont décidé de profiter de la prochaine rencontre des mouvements sociaux à Porto Alegre, au Brésil, pour définir un agenda international et pour instaurer une Alliance sociale mondiale. L'ASC regroupe actuellement les mouvements sociaux des trois Amériques. Le ton change chez les opposants à la libéralisation des marchés. En plus de dénoncer les injustices et les inégalités créées par la

mondialisation néo-libérale, ils entendent dorénavant promouvoir des alternatives économiques et sociales.

Non sans créer toute une controverse à l'intérieur même de leur structure de travail, les organisateurs ont défini deux catégories de participants (entre 4000 et 9000), afin de mieux coordonner les propositions soumises. Les organisateurs du 2^e Forum social mondial estiment que près de 100 000 personnes participeront à cette nouvelle convergence des mouvements mondiaux et des organisations sociales, dans des ateliers, conférences, séminaires, forums et événements actuellement en préparation. Mais ne sera pas délégué qui veut. Il faut d'abord s'inscrire sur le site Internet du Forum (www.worldsocialforum.org). Un comité de sélection analysera les candidatures et confirmera la participation. □

BÂTIR ENSEMBLE DES AMÉRIQUES SOLIDAIRES



Chaque jour,
par nos choix

Toujours,
notre solidarité !



produit par :



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE

DE MULTIPLES FORMES POUR DE MULTIPLES AVANTAGES

Le patrimoine, c'est ce qu'on a bâti de précieux au fil d'une vie et qu'on lègue à ceux qui nous suivent. Il en est ainsi pour les individus comme pour les communautés. Les habitations communautaires, les camps de vacances et auberges de jeunesse, les écomusées et les centres populaires et communautaires font partie de notre patrimoine. Inaliénable et accessible universellement, ce

patrimoine communautaire appartient collectivement à ses membres qui sont plus d'une centaine de milliers, acteurs de l'économie sociale et de l'action communautaire. Ils contribuent ainsi à la revitalisation des milieux par l'habitation sociale, l'accès universel aux loisirs et à la nature et la conservation patrimoniale et culturelle de certains pans de notre histoire.



Le patrimoine communautaire culturel

UNE TRANSFORMATION RADICALE

« L'aménagement dans un nouvel espace public nous a permis de passer d'un statut artisanal à un statut professionnel, » signale René Binette, co-directeur de l'Écomusée du Fier monde fondé en 1980. Pendant 15 ans, l'organisme était logé dans un petit local au troisième étage d'une école recyclée. Les visiteurs s'y rendaient par groupes et sur rendez-vous. Or, par définition, un musée ça doit être un espace public facilement accessible. Le musée installé dans un ancien bain public a maintenant des heures d'ouverture régulières. L'Écomusée est devenu un lieu important d'archivage et de transmission de l'histoire citoyenne ouvrière et populaire.

Le bail emphytéotique signé par l'Écomusée du Fier monde a ainsi radicalement transformé l'organisme. Signé en 1996 avec la Ville de Montréal, le bail est d'une durée de 39 ans. Sans être légalement propriétaire du bâtiment, l'Écomusée en assume l'entière responsabilité. En échange, il paie un loyer minime à la Ville.

L'immeuble actuel a une grande valeur historique. Construit en 1927, il impressionne par sa façade art-déco et sa voûte cintrée qui surplombe l'espace de la piscine. « Pour nous, qui sommes un musée spécialisé en histoire du travail dans les quartiers industriels, loger dans un ancien

bain public est très significatif, reconnaît René Binette. Au début du siècle dernier, les trois quarts des logements ouvriers étaient dépourvus de bains et de douches. L'hygiène était assurée par les bains publics. »



Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises
d'économie sociale

Québec
Industrie et
Commerce

www.mic.gouv.qc.ca

Le patrimoine communautaire récréotouristique

AUBERGES DE JEUNESSE, DE MONTRÉAL À GASPÉ



Photo : Tourisme Jeunesse

« Notre défi le plus complexe, c'est de convaincre les partenaires sociaux que des organismes comme le nôtre retirent un net avantage à être propriétaires de leurs installations », affirme Jacques Perreault, directeur général de l'Auberge de jeunesse du Saint-Laurent, à Montréal. « La propriété assure la pérennité. Lorsque nous avons déménagé pour loger dans un immeuble plus moderne et spacieux, la vente de l'auberge nous a donné les sommes nécessaires à la mise de fonds pour l'acquisition du nouvel immeuble. Sans cette capacité financière, nous aurions affronté des difficultés dans la modernisation de nos installations. »

Or, les retombées économiques des auberges de jeunesse ont leur importance. « Tourisme Montréal les évaluait à trois millions de dollars en 1994 pour notre auberge, signale Richard Perreault. Ce sont les petites boutiques, restaurants et dépanneurs qui en bénéficient. » À ces retombées s'ajoute le budget annuel de l'auberge : 1,6 million \$. Il s'agit d'argent neuf puisque 97% de la clientèle provient de l'extérieur du Québec et 85% de l'extérieur du Canada. « Reste que nous avons de la difficulté à ne pas être assimilés à une opération commerciale, regrette Jacques Perreault. L'objectif d'une auberge de jeunesse n'est pas d'abord l'hébergement à peu de frais, mais l'éducation par le voyage. Nos calendriers d'activités en témoignent. »

Cinq cents kilomètres séparent Rivière-du-Loup de Cap-aux-os, aux environs de Gaspé. Aucune auberge de jeunesse ne se trouve sur ce trajet. Du moins jusqu'à ce que l'auberge de Cap-aux-os crée une auberge à peu près à mi-chemin, à Sainte-Anne-des-Monts. Tourisme Québec évalue les retombées économiques à 750 000 \$ par année pour l'Auberge de Sainte-Anne-des-Monts. Apport important puisque Sainte-Anne-des-Monts est dans la MRC la plus pauvre de la Gaspésie.



Photo : FQZ - Suzanne St-Amour

MAÎTRE CHEZ NOUS

Il fut un temps au Québec où les clubs privés de chasse et de pêche symbolisaient la domination éhontée de la propriété privée du grand capital sur notre territoire. Du temps de Duplessis, c'est là qu'on y bradait nos ressources collectives. Depuis 1978, à la suite d'importantes pressions populaires, les choses ont changé. Ces magnifiques espaces de forêts, de lacs et de rivières sont redevenus publics et accessibles. En plus, pratique novatrice à l'époque, la gestion de ces 62 zecs (zones d'exploitation contrôlée) fut confiée à des OBNL.

40 000 membres contribuent à la gestion collective de ces 50 000 km² de territoires avec comme principes directeurs l'accès élargi et équitable aux ressources fauniques, la conservation et l'aménagement de la faune et la démocratisation. 250 000 personnes en profitent annuellement. Ces utilisateurs génèrent des revenus de plus de 8 millions \$ dans les coffres des zecs.

Jusqu'à tout récemment, la chasse et la pêche justifiaient à elles seules l'existence des zecs. Aujourd'hui, la diversité des attentes ouvre de nouvelles avenues pour une utilisation maximale de ces territoires, tant au niveau de l'hébergement que des activités de loisirs en nature, ce qui constitue également un terreau prometteur de création d'emplois.

Le patrimoine résidentiel communautaire

SE LOGER : UN BESOIN ESSENTIEL



Le logement social occupe une part importante du patrimoine communautaire. Il offre aux personnes à faibles et modestes revenus l'accès à un toit décent à un prix abordable. Il existe au Québec environ 20 000 logements dans des coopératives d'habitation gérées par leurs membres et 25 000 autres gérés par des OBNL. À ces propriétés collectives, s'ajoutent 65 000 HLM, de propriété publique, où les résidents, par le biais d'une vie associative dynamique, s'impliquent dans la gestion.

Malgré ces chiffres, les habitations communautaires existantes ne répondent plus aux milliers de nouvelles demandes. Le 1^{er} juillet dernier, plus de 500 ménages montréalais quittaient leur logement... sans avoir de nouvelle adresse. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement près de 500 000 ménages québécois consacrent plus de 30% de leurs revenus à se loger. « C'est une hausse de 39% par rapport à la situation des années 90 », constate François Saillant du FRAPRU. Pour remédier à cette crise du logement, un Grand chantier de logement social, soit au moins 8000 habitations

sociales par année, devrait être mis en œuvre. Et AccèsLogis, le programme québécois de développement de logement social, se termine cette année.

Participer au patrimoine résidentiel communautaire signifie plus que se loger décentement. C'est aussi contribuer au mieux vivre collectif : « Les résidents peuvent ainsi répondre adéquatement à des besoins essentiels comme la nourriture et l'habillement. La vie économique d'un quartier en bénéficie, et le tissu social se resserre », affirme Marie-Josée Corriveau, coordonnatrice du Regroupement Information Logement de Pointe-Saint-Charles. En effet, partout au Québec où des projets d'habitations communautaires se sont réalisés, on assiste à une réhabilitation de certains secteurs à l'abandon, à une diminution de la criminalité et parfois à une reprise d'une véritable vie de quartier. La nature même du logement social, basée sur la coopération et l'ancrage dans les réseaux locaux, permet aux résidents de se connaître, de s'entraider et, ce faisant, d'améliorer non seulement leurs conditions de vie, mais aussi leur qualité de vie.



Photos : Alerte Centre-Sud - Michel Tomblay

FORMATION CONTINUE ET PARTENARIAT DANS LES GRT

Depuis plus de 25 ans, les groupes de ressources techniques en habitation (GRT) soutiennent, accompagnent et forment les promoteurs de coopératives et d'OBNL en habitation. Pour jouer plus adéquatement leur rôle, la vingtaine de GRT qui interviennent dans l'ensemble des régions et l'Association des GRT du Québec (AGRTQ), misent notamment sur la formation continue et le partenariat.

En effet, « le travail dans un GRT exige des connaissances juridiques, immobilières et en analyse financière, note Lyne Parent de l'AGRTQ. Cette formation spécifique à nos besoins ne se donne nulle part. Nous devons donc l'assumer pour la formation de base au moment de l'embauche et la formation continue des ressources techniques. »

À cet égard, le CSMO Économie sociale et action communautaire a entrepris de réaliser dès 1998 un diagnostic et un plan de formation pour les GRT. « Nous avons travaillé de concert avec l'AGRTQ et les groupes sur le terrain afin d'identifier les besoins et définir un plan et une stratégie concertée de formation », signale Gaétan Beaudet, directeur général du Comité sectoriel.

Emploi-Québec a accepté d'apporter une contribution financière aux activités de formation des GRT. « L'élément intéressant du projet, ajoute Lyne Parent, c'est qu'Emploi-Québec a reconnu la pertinence d'une stratégie de formation au niveau national, même si normalement les sous proviennent des centres

locaux d'emploi. C'est important puisque les GRT, surtout en région, n'ont pas le volume de main-d'œuvre nécessaire pour initier de telle formation. Mais plus central encore, l'échange d'expertise entre pairs constitue l'essence même de notre approche de formation. »

La dynamique entourant le projet a créé ouverture importante qui a permis de conclure une entente de partenariat avec la Société québécoise d'habitation (SHQ) afin d'actualiser le guide d'intervention et d'animation des GRT datant de 1985. « Une chose est sûre, conclue Lyne Parent, la formation est un élément pivot d'une stratégie globale en regard de la qualité des services offerts par les GRT dans le logement social au Québec et constitue des acquis qui sont transférables dans d'autres sphères du patrimoine communautaire. »



Photo : Alerte Centre-Sud - Jean-François LeBlanc

Le patrimoine immobilier communautaire

L'ACTION COMMUNAUTAIRE AU CŒUR DU PATRIMOINE BÂTI

Les organismes communautaires se dotent aussi d'infrastructures immobilières. Certains projets visent en plus la sauvegarde de bâtiments de valeur historique. C'est le cas du Moulin Patton, à Montmagny. Construit en 1850, il aurait été démolé n'eût été de l'action de la collectivité locale. La Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet a acquis l'immeuble pour y loger les organismes communautaires de la région grâce à un prêt de 100 000 \$ des propriétaires du bâtiment. L'organisme a reçu des subventions de 450 000 \$ sur un projet évalué à 1,1 million de dollars. Il lance à l'automne une campagne de financement visant à obtenir 150 000 \$ avant la fin de l'année 2001. Reste à aller chercher 400 000 \$ sous forme de prêt de la part d'une institution prêteuse. Investissement Québec a déjà annoncé son intention de cautionner 65 % du prêt.

Pourtant, le bât blesse. « Les institutions financières locales refusent d'accorder aux entreprises d'économie sociale des prêts qui ne sont pas garantis totalement par le gouvernement. Or, notre projet l'est à 85%, soit sous forme de subventions, de dons de la population ou de garanties de prêt. Cela semble insuffisant pour les

prêteurs, » affirme Ginette Massé, coordonnatrice de la CDC Montmagny-L'Islet. Encore une fois, la Caisse d'économie Desjardins des travailleurs-ses a pris le relais dans un dossier où l'institution financière locale se montrait intraitable.

La propriété collective comme levier économique

« Chez nous, un emprunt hypothécaire nous a permis d'ouvrir une garderie sans recourir aux subventions », souligne Chantale Charest, coordonnatrice de la CDC des Bois-Francs. « Le ministère de l'Enfance et de la Famille en était très étonné. C'est une première. » La garderie loge à la Place Rita-Saint-Pierre avec 32 autres groupes.



La CDC des Bois-Francs l'a acquis de la Ville de Victoriaville pour la modique somme de 1\$ en 1988. L'immeuble vaut aujourd'hui 800 000 \$. « Nous avons obtenu un prêt hypothécaire de 300 000 \$ pour la création de la garderie, note la coordonnatrice. Lorsqu'il sera remboursé, dans six ans, les revenus seront réinvestis dans les groupes ou dans de nouveaux projets. La population y trouve son compte par des services diversifiés au même endroit. »



UN VASTE CHANTIER À POURSUIVRE...

Ces exemples de gestion collective du patrimoine ne peuvent se réaliser qu'avec la collaboration et l'ouverture de groupes et d'individus sensibilisés par les nombreuses retombées sociales et économiques qu'entraînent ces projets. Plusieurs communautés religieuses soutiennent depuis des décennies cet accès à la propriété collective, mais également certaines commissions scolaires, entreprises privées et institutions financières sont disposées à se départir d'une partie de leurs immobilisations afin de leur donner une deuxième vie. Des partenaires financiers se sont embarqués dans les périlleux montages financiers de ces projets. Ils sont aujourd'hui fiers des résultats. Malheureusement trop peu de partenaires sont du rendez-vous et pourtant le potentiel est immense. Il serait fort pertinent que le Québec se dote d'un programme de soutien à l'acquisition d'immeubles à vocation collective. On constate partout l'effet structurant que la gestion collective d'un patrimoine immobilier peut avoir sur la reconnaissance et la stabilité des organismes autant que sur l'amélioration de notre qualité de vie collective.

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des trois organisations suivantes :



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO est financé par Emploi-Québec.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants :

Chantier: (514) 899-9916
CSMO: (514) 259-7714
RISQ: (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes: 1-888-251-3255

Production de ce cahier: Gaétan Beaudet, Carine Guidicelli, André Giroux, Jean Robitaille et Élise Tessier.

Graphisme: Composition Fleur de Lysée.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

**La Caisse d'économie
Desjardins des Travailleuses
et Travailleurs (Québec)**



COMPRENDRE LE MONDE AUTREMENT

Un magazine indépendant pose un regard critique sur les conditions socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Comment se transforme la société? Qui décide? Qui écope? Qui propose de faire autrement? Voilà ce qui nous intéresse.

En vous abonnant, vous appuyez ce projet d'une presse libre et citoyenne.



**1 an
6 numéros
20 \$**

OFFRE D'ABONNEMENT

- ☐ Oui, je souhaite m'abonner à Recto Verso pour un an (6 numéros) au tarif de 20 \$
- ☐ Oui, je désire m'abonner à Recto Verso pour un an (6 numéros) et contribuer par un abonnement de soutien au tarif de 50 \$

Je vous indique mes coordonnées :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Téléphone : _____ Paiement inclus : _____

Date : _____ Signature : _____

Merci de nous retourner ce coupon au :

1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5
Informations : Tél. : (514) 523-5998 • Télécopieur : (514) 523-5812

À travers l'isthme de Tehuantepec, une autoroute payante à quatre voies et un chemin de fer à grande capacité. Puis, tout autour : ports, barrages hydroélectriques, 10 aéroports, 1698 km de routes secondaires, de nouveaux postes-frontières et 12 000 soldats US en réserve au Guatemala, 92 maquilladoras (zones franches industrielles), cinq corridors écologiques pénétrant au plus profond des terres indiennes pour y exploiter l'eau, le pétrole, les mines, les forêts, plantes et animaux exotiques.

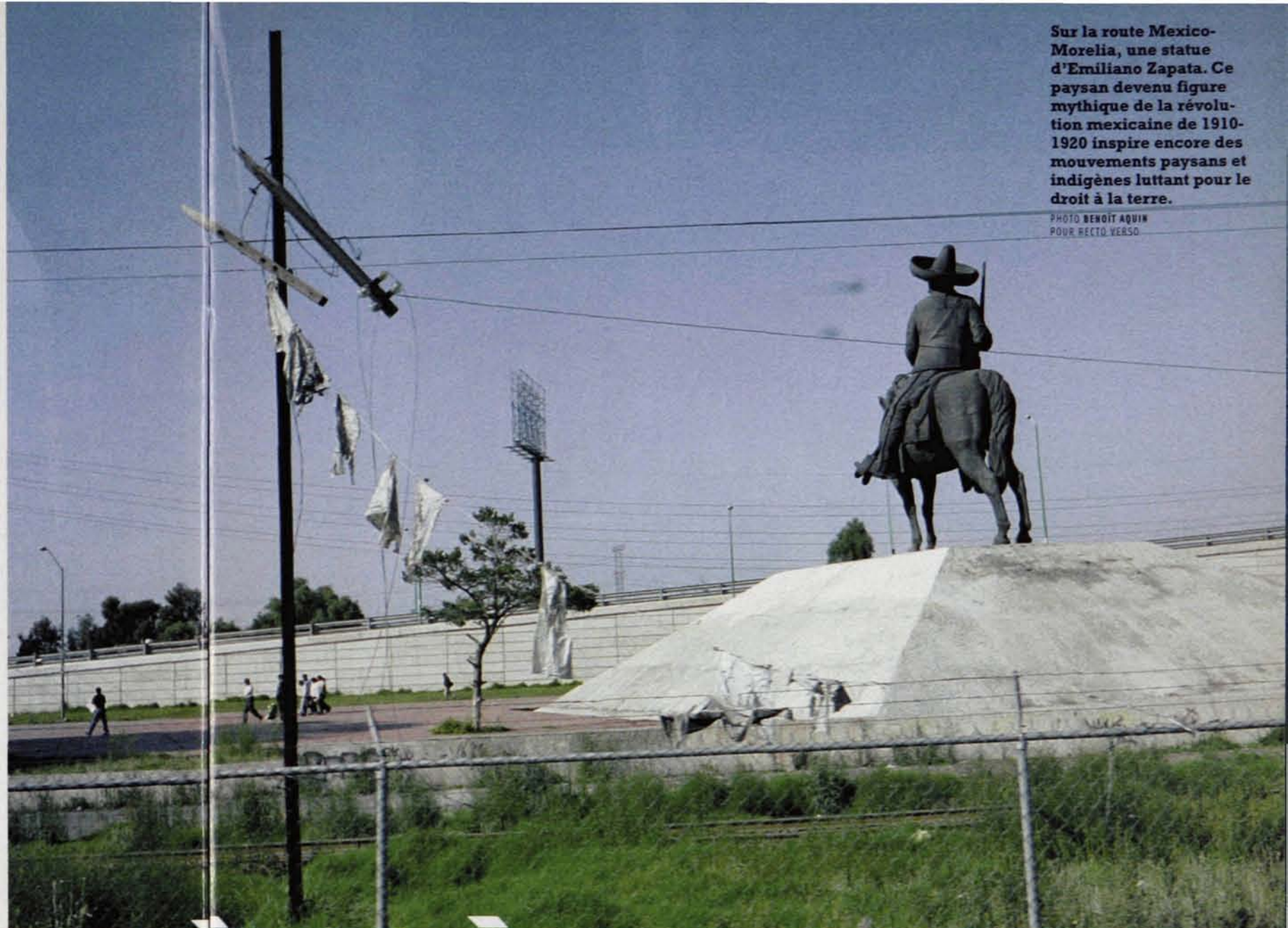
Le gouvernement Fox met tout en place pour que la guerre civile reprenne au Chiapas et s'étende. La Loi indigène votée par le Congrès de l'Union anéantit l'accord de paix avec les zapatistes. Les indigènes sont dépossédés de leurs terres. L'armée et la police investissent le terrain : c'est le

PLAN PUEBLA-PANAMA AU MEXIQUE

L'AUTOROUTE MÈNE À LA GUERRE

PAR DENISE PROULX | PHOTOS BENOIT AQUIN | ENVOYÉS SPÉCIAUX DE RECTO VERSO
Coordination Richard Amiot et Patrick Alley

Recto Verso remercie l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, le Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (gouvernement du Québec), Développement et paix et Oxfam-Québec pour leur contribution financière à la réalisation de cette série de reportages réalisés par nos envoyés spéciaux en Argentine, au Brésil, en Uruguay et au Chili (André Seleanu) et au Mexique (Denise Proulx, journaliste, et Benoît Aquin, photographe).



Sur la route Mexico-Morelia, une statue d'Emiliano Zapata. Ce paysan devenu figure mythique de la révolution mexicaine de 1910-1920 inspire encore des mouvements paysans et indigènes luttant pour le droit à la terre.

PHOTO BENOIT AQUIN
POUR RECTO VERSO

Au sud de Mexico, dans les États de Puebla et d'Oaxaca, il n'est pas rare de voir, tout en roulant sur une autoroute à quatre voies, des paysans qui labourent une terre desséchée en marchant derrière de maigres bœufs. La pauvreté, alignée sur des centaines de kilomètres, est entrecoupée de villages aux habitations inachevées. Des poules et cochons en liberté côtoient des enfants qui courent pieds nus parmi les déchets. De temps à

autre surgit une grande hacienda, une méga-ferme isolée ou clôturée comme une prison, où la modernité des équipements agricoles contraste avec le reste du paysage.

Le nord du Mexique connaît un certain enrichissement grâce à l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain). Il en va bien autrement au sud. Vicente Fox veut changer cela, apporter, dit-il, le progrès et le développement au sud. Fût-ce au prix d'une guerre civile. Car les Indigènes, là-bas, gèment. ►





PLAN PUEBLA-PANAMA

Mexique :

1 958 km², 100 millions d'habitants, un District fédéral (Mexico, plus de 20 millions d'hab.) et 31 États. Un réseau autoroutier, ferroviaire et d'oléoducs reliera le Pacifique à l'Atlantique à travers l'isthme de Tehuantepec (à moins de 260 m d'altitude).

Don Monico avait dit : «Je vous attends à 8h.» Sur la route déserte, bordée de pins immenses, la voiture coupait les nuages de brume accrochés aux montagnes. Impossible de dire s'il allait faire beau ou pleuvoir. Le village de Capulalpam de Mendez était sans bruit. Les rues appartenaient encore aux meutes de chiens et aux coqs qui s'y promenaient en silence. Don Monico était là, à l'adresse indiquée, à fouiller dans des herbes sauvages. Lorsqu'il nous a vus, il s'est mis à rire et à gesticuler.

Nous venions de marcher deux heures sous une pluie battante, dans la forêt de Schiia-Ruavia, un joyau de la Sierra de Juarez. Malgré les imperméables et le mezcal (une boisson forte censée nous réchauffer), nous étions trempés jusqu'aux os et nous claquions des dents sans arrêt. Aldo Gonzalez Rojas, le chef de la communauté zapotèque du petit village de Guelatao qui nous accompagnait, avait parlé de la chaleur apaisante du *temezcal*. Il a proposé d'aller voir Don Monico, le vieil herboriste d'un centre de développement de médecine indigène traditionnelle, dans un village voisin.

Les forêts humides de la Sierra de Juarez sont riches, très diversifiées. Elles font partie de la chaîne de La Chinantla, où les précipitations annuelles sont les plus abondantes du Mexique. Au-dessus de ces montagnes se rencontrent les courants ven-

teurs du golfe du Mexique et de l'océan Pacifique. Dans les boisés de feuillus et les pinèdes, arbres et roches sont couverts de mousse. Au sol, une variété dense d'arbustes et de plantes en fleurs cohabitent avec des sources claires, des marais, des grottes.

Les montagnes de La Chinantla font partie d'un des cinq corridors écologiques que le Plan Puebla-Panama (PPP) percera dans les terres des Zapotèques, des Mayas et des autres nations indigènes, dans le sud du Mexique. Mais les Indigènes ne délaisseront pas leurs terres. Actuellement, le gouvernement renforce sa présence militaire dans le sud du pays pour les y contraindre.

Vicente Fox veut faire du Plan Puebla-Panama la pièce maîtresse du Mexique dans les Amériques. Fox compte être le leader de toute l'Amérique centrale dans la prochaine ZLEA. «C'est la fin du retard de cette région du monde et le début de son intégration dans les corridors du commerce international», a-t-il avancé, en juin

dernier. Le 15 du même mois, à San Salvador, sept pays d'Amérique centrale (Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et Salvador) ont signé avec le Mexique la «Grande Alliance», autre nom du Plan Puebla-Panama. «Ce sera, martèle le président mexicain dans les médias et sur les tribunes internationales, un plan pour contrer la pauvreté, créer des emplois, endiguer le flux d'émigration vers le Nord.»

L'élément central du PPP est la *Trans-Isthmus Highway*, une autoroute payante à quatre voies, doublée d'une voie ferroviaire à grande capacité, entre la ville portuaire de Coatzacoalcos (Veracruz), sur le golfe du Mexique, et Salina Cruz (Oaxaca), sur la côte du Pacifique (voir la carte). L'isthme de Tehuantepec est le point de passage le plus étroit (350 km) entre l'Atlantique et le Pacifique au nord du Panama dont le canal a atteint l'achalandage maximum. La Colombie caresse également un projet de passage entre les deux océans, mais elle est plus loin des riches marchés industriels nord-américains.

Reliées à ce corridor ferroviaire et routier, des voies secondaires rayonneront dans une dizaine d'États (Chiapas, Oaxaca, Quintana Roo, Yucatán, Puebla, Guerrero, Campeche, Tabasco et Tlaxcala), mettant à la portée des investisseurs leurs riches

Le 26 août, durant la pire période de pluies, l'État d'Oaxaca a devancé sans préavis les élections municipales prévues pour octobre, qui appelaient aux urnes les 35 000 paysans de la région de Loxicha. Des villages et rancherías éloignés dans les montagnes n'en ont rien su. Une tactique que dénonce Juan Valencia, de l'organisation Peuples contre la répression et la militarisation de la région de Loxicha.



ressources naturelles : pétrole, gaz, uranium, titane, cuivre, de l'eau (le quart des réserves mexicaines, 45% de son potentiel hydroélectrique), des forêts parmi les plus diversifiées au monde, etc. La majorité des 11 millions d'Amérindiens du Mexique vit sur ces terres.

Juan Valencia a 27 ans et il milite au sein de l'organisation *Pueblos Contra la Represión y Militarización de la Región Loxicha*. «La militarisation de notre territoire, c'est la première chose que le gouvernement fait pour imposer son Plan Puebla-Panama, constate-t-il. Nous aussi nous pensons au développement. Mais à celui qui va durer, où nous puissions être unis avec la nature, conserver notre eau et nos terres, les animaux. C'est pourquoi le peu que nous connaissons du Plan Puebla-Panama ne nous plaît pas du tout.

«Nous comprenons ce que cela viendra chercher», précise M. Valencia. «Dès que le canal (c'est ainsi que les indigènes désignent la *Trans-Isthmus Highway*) entre Coatzacoalcos et Salina Cruz sera ouvert, ils vont créer des routes secondaires et dévaster notre environnement. Ils vont provoquer la migration des gens pour qu'ils aillent travailler dans les maquiladoras. Ça va changer complètement l'environnement. Il y aura beaucoup de contamination, tant humaine qu'environnementale.»

Les Indigènes n'ignorent pas qu'ils sont au centre d'enjeux économiques et financiers colossaux. «Nous avons trouvé très intéressant les manifestations qu'il y a eu au Nord contre la mondialisation», poursuit Juan Valencia. «Nous voudrions établir des contacts, connaître vos luttes, pour mieux fortifier nos alliances. Souvent nous avons besoin d'observateurs. Votre présence dans nos communautés permet que la police ne puisse pas nous arrêter!»

«Ils vont provoquer la migration des gens pour qu'ils aillent travailler dans les maquiladoras.»

Car la répression s'abat sur les opposants, malgré les promesses et les paroles d'apaisement du président Fox, et la violence se perpétue sous la férule des caciques, des grands propriétaires, des escadrons de la mort et des paramilitaires.

Le 19 juillet 2001, deux semaines après que nous l'ayons rencontré, Raul Gatica, avec trois camarades, a été victime d'un attentat sur la route de San Miguel Suchitpepec, dans la région de Miahuatlán de la Sierra Madre del Sur (Oaxaca). Ils sont sortis indemnes de cette attaque par miracle. C'était le deuxième attentat contre Raul Gatica en 18 mois.

Gatica fait partie du *Consejo Indígena Popular de Oaxaca Ricardo Flores Magon (CIPO-RFM)*, du nom d'un influent idéologue indigène. D'ailleurs, 80% des *colonos* de l'Armée zapatiste de libération nationale du Chiapas (connue par son sigle espagnol, EZLN) se disent *magonistas*.

Pour résumer la situation dans les États du sud du Mexique, et pour faire image, disons que c'est comme si Québec ou Ottawa décidait unilatéralement d'abolir la Con-

vention de la Baie James passée avec les Cris, les Inuit et les Innus; de refuser désormais de reconnaître les droits autochtones; d'aller de l'avant avec la construction de barrages et les coupes à blanc sans demander la permission aux Autochtones.

«Tout comme avec le Plan Colombie», analyse Carlos Fazio, du quotidien *La Jor-dana*, «l'intention des États-Unis, avec le Plan Puebla-Panama, est de faciliter le travail des multinationales dans la région par la privatisation des accès portuaires et aéroportuaires, de l'énergie électrique, de l'eau et des réserves de gaz détenues par Pemex (société pétrolière nationale du Mexi-►

que), de favoriser le déploiement de l'agro-business et l'accaparement des énormes réserves biologiques dans les forêts du Chiapas et de l'Oaxaca. Le PPP est supervisé par Alfonso Romo, président de la multinationale agro-alimentaire mexicaine *Grupo Pulsar*. Romo est également membre du conseil d'administration d'un organisme non gouvernemental (ONG), *Conservation International*, qui fait de la prospection et qui milite pour la conservation de la forêt tropicale du Lacandon, dans le Chiapas!

Une stratégie sur trois fronts

Le gouvernement du Mexique agit sur trois fronts: les Indigènes, l'environnement, la sécurité (police, armée). Il a abandonné les Accords de San Andrés, qui avaient instauré une trêve avec l'EZLN, en 1996, au Chiapas, au risque d'y ramener la guerre et même de l'étendre à l'Oaxaca, autre État à prédominance indienne. Les Accords de San Andrés sur les droits et la culture indigènes reconnaissent aux autochtones le droit à l'autodétermination sur leurs territoires, le droit de gérer leurs ressources naturelles, le droit à une organisation sociale propre, de même qu'une certaine autonomie dans la gestion de la justice.

À son arrivée au pouvoir en décembre 2000, Vicente Fox s'était montré soucieux de mettre fin à la guérilla au Chiapas. Il avait demandé «quinze minutes» au sous-commandant Marcos pour parvenir à un accord de paix. La rencontre n'a jamais eu lieu.

Au Congrès de l'Union, en avril 2001, le parti présidentiel (PAN) s'est allié à l'opposition (PRI, au pouvoir entre 1930 et 2000, encore majoritaire dans plusieurs États), pour adopter une loi qui bafoue les droits autochtones, assujettit l'exercice de leurs coutumes à l'approbation des législatures d'État et abolit les protections du régime de propriété communale indigène.

La Loi a été ratifiée le 18 juillet après son approbation par 17 États sur 31 (neuf ont voté contre, dont le Chiapas et l'Oaxaca). Depuis, les zapatistes ont rompu tout contact avec le gouvernement et sont demeurés totalement silencieux, ce qui n'augure rien de bon. Le Congrès national indigène multiplie les séances d'information.

Remilitarisation

Fox renforce la présence policière et militaire à la frontière sud, sous le motif d'endiguer le flux d'émigrants et le trafic ►

BIO-PIRATAGE EN SARRAU

Des pirates en blouses blanches pillent la seule richesse des Indigènes, la nature.

PAR DENISE PROULX

Les Zapotèques aiment raconter que les forêts de la Sierra de Juarez présentent plus de 5000 variétés ou espèces de plantes, d'arbres et d'animaux, sans parler des micro-organismes. Le sentier que nous avons suivi vers le village de Capulalpam de Mendez, nous a-t-on raconté, est vieux de 3000 ans. Il menait les Indiens au golfe du Mexique.

Avec son chapeau de cow-boy blanc qui ne le quitte jamais (même

dans le bain témezcal), Don Monico accueille tous les malades que lui envoient les cliniques des alentours. Le bain témezcal est un sauna fabriqué de bois et chauffé par des pierres. À chaque fois que de l'eau est ajoutée sur les pierres, Don Monico *flagelle* les participants avec des branchages ou herbes censés dégager les énergies positives, ouvrir l'esprit et purifier le corps.

Les murs de son bureau sont chargés de pots de crème et d'onguent fabriqués

avec les herbes et les plantes cueillies avec l'aide des femmes qui viennent s'instruire auprès de lui plusieurs fois par mois.

En 1996, la pharmaceutique Sandoz (acquise depuis par la géante Novartis), signait un contrat avec l'Union de Comunidades Zapotecas Chinantecas (UZACHI), qui regroupe les communautés de Capulalpam de Mendez, La Trinidad, Santiago Xiacui et Santiago Comaltepec, pour mettre en valeur les boisés des communautés. Sandoz s'est associée à une ONG locale, *Estudios Rurales y Aserio* (ERA), spécialisée dans l'exploitation forestière, à l'Université de Georgie (É.-U.) et au programme *Smart Wood* (soutien aux ONG pour se conformer aux standards internationaux de la *Forest Stewardship Council*). La Fondation Rockefeller finançait le projet ERA-UZACHI.

«Les promoteurs ont fait valoir qu'on leur donnerait 6 millions \$ US et qu'une équipe de chercheurs serait entraînée», raconte Aldo Gonzalez Rojas, chef de la communauté zapotèque voisine de Guelatao. «On leur a construit un petit laboratoire pour recueillir le matériel génétique. C'est ce qu'ils appelaient le transfert technologique. Mais c'était un si petit laboratoire que ça n'avait rien à voir avec un laboratoire scientifique. Ils ont identifié

Le Mexique abrite, dans la Sierra de Juarez, une des réserves mondiales de biodiversité naturelle. Les autres sont situées au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Australie et au Congo. Elles sont toutes menacées par le bio-piratage, la déforestation, l'extraction des ressources, l'exploitation commerciale d'espèces en danger.

plus de 1000 variétés de plantes, champignons et micro-organismes utilisés en médecine traditionnelle.»

Le contrat était rédigé en anglais et en espagnol. Les deux versions différaient quant au nombre de plantes recueillies, à la durée des travaux et au paiement des sommes promises. Les signataires n'étaient pas les mêmes selon les versions. Les communautés avaient gardé le contrat secret à la demande des promoteurs. Il en a résulté que les découvertes appartiennent à l'Université de Georgie et que les Zapotèques n'ont aucun droit de propriété. Quand les problèmes se sont accumulés, les quatre communautés ont consulté les autres chefs de la Sierra de Juarez et demandé conseil à la COMPICHE, une organisation in-



À 36 ans, Aldo Gonzalez Rojas est le plus jeune chef traditionnel nommé dans une communauté zapotèque.

digène du Chiapas qui a vécu une situation semblable.

«Lutter contre un tel contrat coûte très cher, explique Aldo Gonzalez. Nous avons peu d'avocats capables d'en comprendre la portée. Nous ne connaissons que quatre contrats du genre au Mexique. Il y en a peut-être plus, nous l'ignorons.» Après de fortes pressions des Zapotèques de la Sierra et d'organisations mexicaines, le contrat a été suspendu.

Mais les promoteurs ont recommencé à approcher les commu- ►

de drogue vers le Nord. En juillet 2001, un premier contingent de policiers mexicains recevait une formation spéciale d'agents du FBI. Les États-Unis ont accordé 13 M \$ pour moderniser une dizaine de postes-frontières et en créer cinq nouveaux entre le Guatemala et le Mexique, principalement dans le Chiapas.

Des soldats d'élites et des policiers mexicains seront formés pour surveiller le nouveau corridor ferroviaire et routier, la *Trans-Isthmus Highway*, qui traversera le Mexique d'est en ouest, la colonne vertébrale du PPP. Une entente avec le Guatemala prévoit l'installation de 12 000 soldats états-uniens au nord du pays, à la frontière du Mexique, en pays maya. Décidément, le Plan Puebla-Panama a un air de famille avec le Plan Colombie (voir *Recto Verso*, novembre-décembre 2000, no 287, p. 25: *Plan Colombie*).

L'environnement sans les Indigènes

Enfin, par le biais de son Secrétariat à l'environnement, le SEMARNAT, et sous couvert d'une meilleure protection de l'environnement, Fox prépare un vaste plan d'occupation industrielle et d'accaparement des ressources naturelles des États du sud. Le SEMARNAT a présenté, en janvier 2001, un ambitieux programme de protection et de mise en valeur du territoire. Il prévoit la création de cinq corridors pour exploiter la biodiversité du territoire dans les États du sud, le Campeche, le Yucatan, le Quintana Roo, le Chiapas et l'Oaxaca.

La stratégie de protection et de mise en valeur de l'environnement s'appuie sur la collaboration d'institutions et d'entreprises publiques ou privées, d'universitaires mexicains et étrangers, d'organisations non gouvernementales (ONG). Les Indigènes, occupants des territoires convoités et propriétaires de ces richesses, en sont exclus. Le gouvernement mexicain veut faire financer le volet environnemental de son Plan Puebla-Panama par la Banque Mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Fonds monétaire international (FMI). L'inquiétude gagne les Indigènes, les partis de centre-gauche et nombre de Mexicains.

Un rapport de la Banque Mondiale du 21 mai 2001 suggère au Mexique d'abandonner au préalable certains règlements ou d'annuler des lois fédérales sur le travail, de rendre les salaires plus flexibles, de ré- ►

nautés de la Sierra de Juarez pour qu'elles appuient la reprise des travaux. Ils ont invité les villageois dans des forums environnementaux pour vanter la valeur écologique de leurs travaux. Aldo Gonzalez travaille contre la montre : « Nous avons demandé un moratoire au gouvernement mexicain sur les contrats entre multinationales et ONG indigènes de l'Oaxaca. Il a refusé. Nous croyons que c'est sous la pression des États-Unis. »

Don Monico ne dit pas ce qu'il en pense. Il ne parle pas de ces choses-là. Il raconte cependant qu'il a visité le Canada pour communiquer son savoir. On lui a même offert d'y rester pour transmettre ses connaissances à des étudiants. « J'ai décidé de revenir chez nous. Il y a encore beaucoup de travail à faire ici. » Mais il a beaucoup aimé son voyage. Il en a parlé avec enthousiasme

et il ne cache pas qu'il aimerait bien en faire d'autres.

Le bio-piratage, c'est la prospection illégale de la vie (micro-organismes, plantes, animaux, incluant les humains) et le vol des savoirs traditionnels. Le bio-pirate viole les conventions internationales sur la biodiversité et les lois nationales correspondantes. Les chercheurs, universitaires et firmes qui se livrent au bio-piratage ne reconnaissent pas et ne payent pas de droits aux propriétaires des ressources naturelles et aux détenteurs des savoirs traditionnels. Ils se les approprient sans le consentement des Indigènes et sans en payer la juste valeur. Le bio-piratage s'exerce par les droits de propriété intellectuelle, principalement les brevets.

Les bio-pirates sont actifs dans le secteur des aliments, des médicaments, des cosmétiques, de la biotechnologie, des soins vétérinaires, des semences, de l'agrochimie et du génie génétique. Ils procèdent par l'intermédiaire d'universités, de gouvernements, d'ONG (organisations non gouvernementales) qui prétendent agir comme experts auprès des communautés et leur faciliter l'accès aux ressources de leur territoire. Ces organisations

perçoivent des fonds publics et privés pour leurs investigations et leur équipement. Les grandes corporations conservent pour elles seules les redevances des droits de propriété intellectuelle et elles ne partagent pas les profits de leur production commerciale.

Ces dernières années, des organisations environnementales comme *Conservation International*, où siège Alfonso Romo, promoteur du Plan Puebla-Panama, ont ajouté les activités de bio-prospection à leurs activités en faveur de la justice sociale et de la protection de l'environnement.

L'idée de détenir des droits intellectuels et des brevets sur les ressources et sur leurs connaissances apparaît comme un non-sens aux Indigènes. Leurs valeurs traditionnelles sont basées sur la vie en communauté, le partage et l'interdépendance de tout ce qui est nécessaire à la vie. Les brevets sont à leurs yeux un outil des cultures dites occidentales qui reflète un système de valeurs de la propriété privée et la recherche de la richesse individuelle, incompatible avec leurs cultures.

Les réserves mondiales de biodiversité sont concentrées au Mexique, au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Australie et en République démocratique du Congo. Elles sont menacées par les effets combinés des émissions de bioxyde de carbone, de la déforestation, de la désertification, de l'extraction du pétrole et des minerais, la construction de barrages hydroélectriques, la contamination par des organismes génétiquement modifiés (OGM), l'exploitation commerciale d'espèces en danger et la disparition des savoirs traditionnels. □



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

Don Monico, vieil herboriste zapotèque, pratique dans un centre de développement de médecine indigène traditionnelle, dans le village de Capulalpam de Mendez.

duire les obligations des compagnies. La BID désire y associer un prêt de 500 M \$ US (suivi de deux autres prêts de 700 M \$ US). Le Parti de l'Action Nationale (PAN) appuie ces recommandations. « Ces propositions sont véritablement dans la ligne de pensée que nous voulons développer, parce qu'elles sont essentielles pour l'entrée du Mexique dans un processus de développement durable », a déclaré le président Fox.

Quatre étapes

Le PPP se réalisera en quatre étapes d'ici 2006. La première prévoit la construction de l'autoroute et du chemin de fer

à travers l'isthme de Tehuantepec (le *canale*). La construction d'infrastructures facilitera (au coût de 9,5 G\$ US) la sortie rapide des biens et ressources convoités de l'Oaxaca et du Chiapas. Ces deux États sont la pièce maîtresse mexicaine du programme énergétique continental suggéré par les États-Unis.

La seconde étape prévoit la modernisation de l'agriculture, des pêcheries, la production de plantes ornementales, d'eucalyptus et de denrées destinées aux marchés d'exportation. Cinq couloirs biologiques seront ouverts pour l'extraction de plantes médicinales, de bois d'œuvre et de minerais, le trappage de la faune, la restauration

d'habitats forestiers et la reforestation commerciale de sept millions d'hectares.

À la troisième étape, le Mexique attirera les entreprises de petite et moyenne taille susceptibles de produire des marchandises dans des maquiladoras. Vicente Fox courtise l'Europe, le Canada, les États-Unis et l'Asie (le Mexique sera l'hôte du Forum de coopération économique Asie-Pacifique [APEC] en 2002).

Enfin, dernière étape, on développera le potentiel touristique de ces régions. Plusieurs forêts humides renferment des sites archéologiques indigènes et des villes coloniales à l'architecture exceptionnelle bien conservée. □



Le 19 juillet 2001, sur une route de la région de la Sierra Madre del Sur, Raul Gatica était victime d'un deuxième attentat en 18 mois. Il travaille pour le Conseil populaire indigène Ricardo Flores Magón, qui regroupe 180 communautés autochtones du sud-ouest de l'État d'Oaxaca.

LA LOI INDIGÈNE

UNE TORPILLE CONTRE LA PAIX

PAR DENISE PROULX

Les Indigènes portent leur cause en Cour suprême du Mexique. Sur le terrain, ils doivent résister à l'armée et aux paramilitaires.

Députés et sénateurs du PRI et du PAN membres du Congrès mexicain disent n'être pas responsables de la paix et du climat de confrontation dans les États méridionaux du Mexique à prédominance indigène (Chiapas, Oaxaca, Guerrero). «Ce sont des pantins», accuse le gouverneur de l'État d'Oaxaca, José Murat, qui contestera la constitutionnalité de la Loi des Indigènes devant la Cour suprême, appuyé en cela par son homologue du Chiapas, Pablo Salazar Mendiguchia. Ces deux gouverneurs appartiennent pourtant eux-mêmes au PRI. Des centaines de municipalités appuient la contestation devant les tribunaux. Le Parti de la révolution démocratique (PRD), la direction régionale de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Confédération des évêques du Mexique font de même. «C'est une loi inconstitutionnelle», dénonce Aldo Gonzalez Rojas, leader de la communauté zapotèque de Guelatao, dans l'État d'Oaxa-

ca, où se rencontraient récemment les opposants à la nouvelle loi.

Mgr Samuel Ruiz, l'initiateur du processus de paix au Chiapas, croit que la nouvelle Loi des Indigènes «va torpiller tout espoir de conserver la paix qui existait depuis un an et demi. Elle risque de remettre le Chiapas dans un autre conflit armé».

Sur le terrain, les zapatistes du Chiapas se plaignent du harcèlement des militaires et des paramilitaires. Des paysans sont menacés de mort, ont vu leurs

maisons détruites, leurs troupeaux abattus, ont subi des assauts.

Depuis décembre 1996, l'armée mexicaine occupe la région de Loxicha, dans la Sierra Madre del Sur (Oaxaca). Après une descente de l'armée dans la *rancheria* de La Conchada (300 habitants), Donaciana Antonio a perdu ses frères, arrêtés comme des dizaines d'autres paysans. Donaciana, à 25 ans, seule à parler espagnol dans sa communauté, a abandonné ses deux en-

fants pour partir à la recherche des prisonniers et leur venir en aide. Elle forme, avec des paysans, une caravane pour leur apporter de la nourriture en prison. Le 21 mars 1997, au moment où le groupe décharge les victuailles, il est attaqué par des guérilleros. Un mort, trois blessés graves.

Donaciana a retrouvé ses frères le 25 octobre 2000. «Au début, nous nous sommes battus contre les caciques. Aujourd'hui, le gouvernement mexicain met en place un programme pour que nos gens aillent travailler ailleurs. Maintenant, nous savons que nos terres renferment d'énormes ressources minières, surtout au nord, dans le secteur de Zaniza», dit Donaciana Antonio.

Nestora Ramirez avait 17 ans et venait d'entrer à l'université quand l'armée a emmené son père. Du jour au lendemain, elle s'est retrouvée chargée de famille. «Les problèmes n'ont pas attendu que nous vieillissions. Il a fallu nous impliquer. Nous savions que nous devrions nous battre lorsque nous serions vieux. Vaut mieux commencer aujourd'hui», raconte la militante de *Pueblos Contra la Represión y Militarización de la Región Loxicha*.

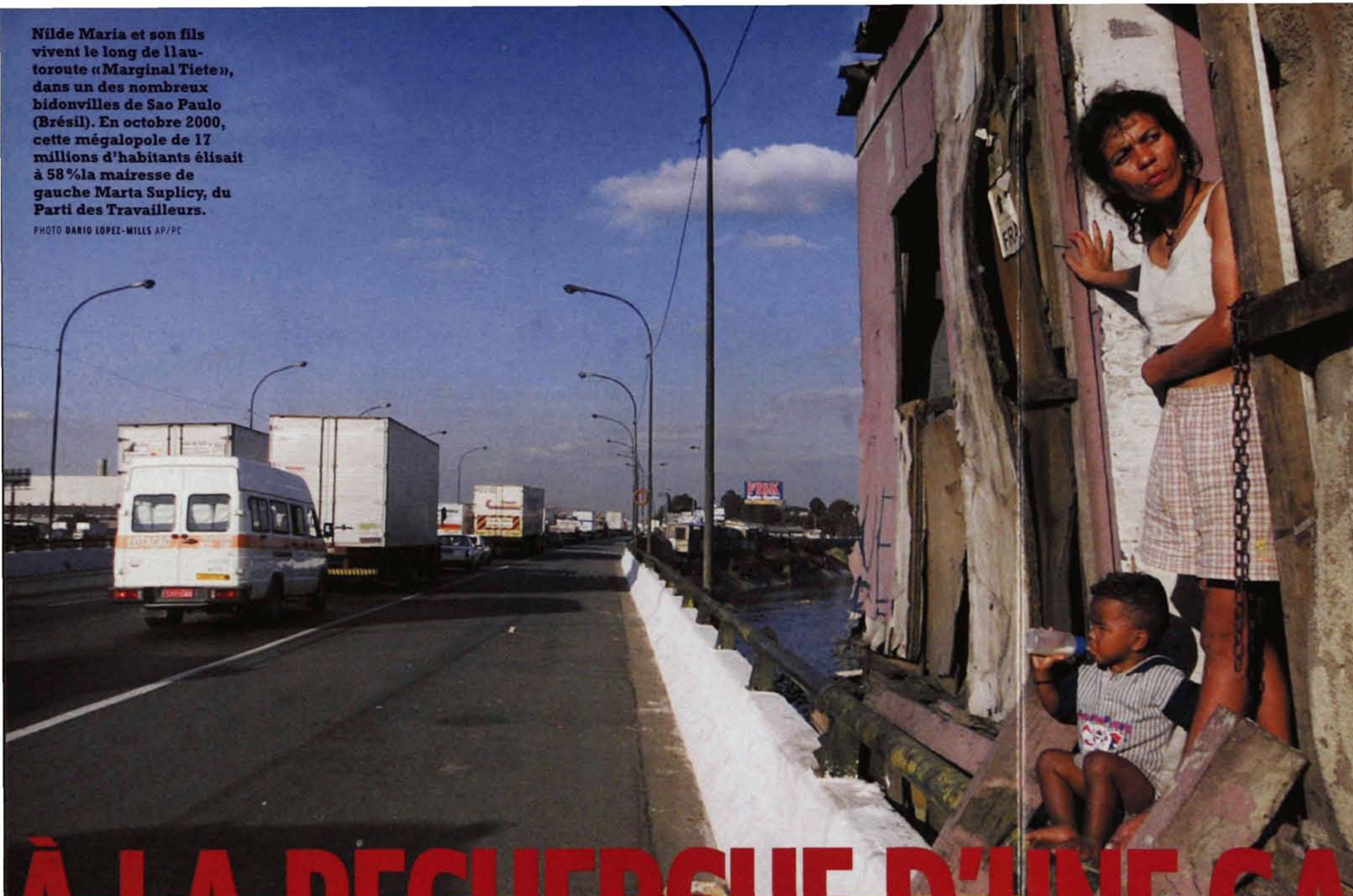
L'armée s'est installée à Ixtlan de Juarez il y a un an et demi. Motifs : troubles croissants dans les communautés, où des caciques se sont imposés après avoir obtenu de l'État un permis pour s'établir sur les terres indigènes. Les caciques achètent des terres communales et exploitent les ressources de la forêt. La plupart emploient des paramilitaires, veulent contrôler les communautés et cherchent à imposer des gens à leur solde dans les assemblées communales.

«Aujourd'hui, nous savons que nos terres renferment d'énormes ressources minières.»

Miguel Perez, président d'une coopérative de taxis, pense que le gouvernement soutient ceux qui fomentent des troubles : «Le gouvernement dit vouloir établir un programme de développement dans nos communautés. Mais je crois que c'est pour défaire nos organisations. Car le gouvernement n'aime pas nous voir grandir par nous-mêmes. Nous n'avons plus la liberté d'organisation selon nos valeurs. Nous sommes manipulés.» ■

Nilde Maria et son fils vivent le long de l'autoroute «Marginal Tiete», dans un des nombreux bidonvilles de Sao Paulo (Brésil). En octobre 2000, cette mégapole de 17 millions d'habitants élisait à 58 % la mairesse de gauche Marta Suplicy, du Parti des Travailleurs.

PHOTO DARIO LOPEZ-MILLS AP/PC



À LA RECHERCHE D'UNE GAUCHE AU SUD

La gauche parlementaire incapable de se hisser à la hauteur de ses promesses ou empêchée d'agir, vers quoi se tourneront les peuples du Cône Sud (Argentine, Brésil, Chili, Uruguay) à la veille de la vaste intégration économique continentale de la Zléa ?

PAR **ANDRÉ SELEANU** | ENVOYÉ SPÉCIAL DE RECTO VERSO

BRÉSIL – Dans ma quête sur l'état de la gauche dans les pays du Cône Sud, après le Sommet des Amériques, je suis allé à Porto Alegre, dans l'État industriel, vinicole et d'élevage du sud brésilien, Rio Grande do Sul. Le *Partido dos trabalhadores* (PT), fondé en 1979 par des syndicalistes, des catholiques de gauche, des communistes et des sociaux-démocrates, recueille régulièrement plus de 30 % du vote populaire dans les élections fédérales du Brésil, pays de 170 millions d'habitants. Il contrôle le pouvoir dans trois États fédéraux et 497 mairies du pays, dont São Paulo, la plus peuplée métropole sud-américaine, dirigée par la très médiatique Marta Suplicy. Le chef du parti, Ignacio Lula da Silva, est arrivé deux fois en seconde place aux élections fédérales brésiliennes.

Dans le Rio Grande do Sul, au début du mois d'août, les collines sont recouvertes d'une dense fourrure végétale, l'ambiance est déjà tropicale, quoique, par un matin hivernal de juillet, le mercure puisse chuter à 0°. Rio Grande do Sul est un peu le fief originel du PT. À Porto Alegre, capitale régionale aux vastes banlieues industrielles, le PT détient le pouvoir municipal depuis 12 ans. Pour certains, qui désirent ardemment qu'une nouvelle gauche démocratique incorpore les expériences les plus récentes en Amérique du Sud, le PT pourrait représenter un grand espoir. La tenue du premier forum social mondial à Porto Alegre, à l'invitation du PT, en février 2001, a de quoi susciter des interrogations, voire des rêves.

sus par les dirigeants et peuvent jeter le doute sur la nouvelle gauche que le PT se targue de représenter.

Cependant, il y a des points favorables. Beaucoup de citoyens de Porto Alegre disent que le budget participatif a donné « une voix aux démunis », élevant leur niveau de conscience et rehaussant leur estime de soi. On dit aussi que les infrastructures (aqueduc, électricité, pavage) des quartiers les plus démunis se sont améliorées depuis l'introduction du budget participatif en 1989. Néanmoins, selon des critiques de l'opposition, la proportion d'habitants de Porto Alegre vivant dans des bidonvilles est restée la même depuis 12 ans : 30 %.

MERCOSUR : LA COURSE VERS LES BAS-FONDS SALARIAUX

« Les ouvriers brésiliens sont plus rapides au travail que leurs homologues américains », me confie, autour d'un petit déjeuner de fruits, mon voisin d'hôtel à Porto Alegre, l'ingénieur américain Steven Reiser, qui bientôt prendra sa retraite en Californie. « Au Brésil, les ouvriers travaillent fort. Il y a des postulants devant la porte de l'usine qui n'attendent qu'à remplacer l'ouvrier congédié. Les familles nombreuses attendent que les travailleurs mettent le pain sur la table. »

Steven pilote l'installation d'une très grande bouilloire dans une usine de contreplaqué, pour une succursale brésilienne de la société américaine Boise Cascade, à Guaíba, lointaine banlieue de Porto Alegre. Cette petite ville est aussi célèbre localement pour ses

La pièce maîtresse du PT est le budget participatif. J'ai été étonné de découvrir que les règles du budget participatif changent au cours de l'exercice budgétaire. Une pratique budgétaire dont les règles changent continuellement ? Bizarre. On vote de manière sommaire, à main levée, sans conserver une attestation du vote, sur des questions qui impliquent l'utilisation de fonds publics. Des zones grises, des pratiques dans l'exercice du budget participatif laissent la porte large ouverte à la manipulation du proces-

bidonvilles sur des îles qui sont régulièrement inondées par les débordements de la lagune. Quand ça arrive, des petits sacs d'ordures en plastique flottent parmi les taudis.

L'usine de Steven doit approvisionner en contreplaqué le marché sud-américain. Son épouse, Nancy, me renseigne : « Au Brésil un tuyauteur gagne 75 cents l'heure, alors qu'aux États-Unis le même ouvrier obtient entre 25 et 30 dollars l'heure. » Au Brésil, on gagne également moins qu'au Chili, qu'en Argentine, qu'en Uruguay... ►

Quintin Marques Severo, président de section du syndicat brésilien CUT pour le Rio Grande do Sul, me parle des salaires dans le Mercosur, zone de libre-échange qui réunit le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili n'y étant qu'associé. « À 180 reales par mois (110 dollars canadiens), le salaire minimum du Brésil est en dessous de la moyenne du Mercosur », dit Quintin. Voilà l'insalubre secret : le salaire minimum du Brésil, point de référence pour tous les autres salaires dans le Cône Sud, bat, dans la course vers les bas-fonds salariaux, son concurrent uruguayen (144 \$ CAN) chilien (241 \$ CAN) et argentin (450 \$ CAN).

Le Rio Grande do Sul intéresse également l'investisseur par son importante population de techniciens et de cadres intermédiaires, descendants d'immigrants italiens et allemands.

Dans les ceintures industrielles de Porto Alegre, tous les domaines de production semblent représentés. Le long des routes d'accès aux industries surgissent sans avertissement des bidonvilles rachitiques. L'industrie chimique, les machines-outils (la française Alstom), même la nourriture pour chat, chien et oiseau (l'américaine Hartz Mountain) sont présents dans le grand Porto Alegre.

Dans le domaine de la haute technologie, la prudence est extrême. L'entrée dans la Zléa serait un coup de grâce pour l'industrie *high-tech* brésilienne, dit Paolo Visentini, professeur de science politique. Le marché brésilien serait d'abord inondé de produits à meilleur marché venant du nord, ensuite les producteurs locaux seraient achetés par des intérêts nord-américains.



Marta Suplicy, la mairesse de gauche (PT) de Sao Paulo, en séance de portrait, en novembre 2000, avec «Korda», le photographe du Che et de Fidel Castro.

CHILI

Le 11 juillet 2001, sous les plafonds colossaux de l'ancien congrès national de Santiago, mélange de villa néo-baroque à la française et de palais espagnol, avait lieu une cérémonie pour commémorer les 30 ans de la nationalisation du cuivre chilien sous la présidence de Salvador Allende (décédé lors du coup d'État de Pinochet en septembre 1973). Dans un public vieillissant de quelque 200 personnes, l'économiste Orlando Caputo Leiva et le sénateur Jorge Lavandero répondaient à l'appel du souvenir. Caputo avait servi comme directeur de l'industrie nationalisée du cuivre sous Allende. Lavan-

dero, assommé presque mortellement par les sbires de Pinochet, connu aussi la prison sous la dictature. Aujourd'hui, Caputo, revenu d'exil, étudie l'économie du cuivre d'un point de vue national. Lavandero préside la commission des ressources minières du parlement chilien.

Caputo, qui fut présent au Sommet des peuples de Québec, a tenu à me préciser le caractère exact du traité de libre-échange Canada-Chili qui existe depuis 1994. « Les échanges commerciaux entre nos deux pays sont minimes : il s'agit surtout de *libre-investissement* pour les sociétés canadiennes, Barrick, Noranda, Falconbridge, dans les ressources minières



«Je suis encore sans-emploi !», clame l'inscription sur la valise que ce chômeur argentin portait sur sa tête, durant une vaste manifestation, le 29 août 2001, à Buenos Aires.

chiliennes. C'est un traité pour la libre circulation du capital canadien au Chili. » Caputo dit que les sociétés étrangères, y compris celles du Canada, ne paient même pas la *taxe minière* exigée habituellement par les États.

Le sénateur Lavandero me recevait dans ses spacieux bureaux de la rue San Antonio. Avant de me voir, il écoutait les doléances envers l'armée d'une femme qui avait été violée et torturée par des militaires en 1990. Le sénateur parle du traité minier Chili-Argentine, parrainé par le Canada qui jouait là le rôle d'une espèce d'oncle caché derrière les rideaux.

« Barrick Gold a provoqué le passage en 2001 du traité minier Chili-Argentine. Je précise qu'il y a des députés chiliens qui travaillent pour cette société », dit le sénateur Lavandero. « Le minerai est extrait au Chili et envoyé par tunnel en Argentine. Nous ne voyons pas un sou. Barrick laissera un *big hole*, c'est tout... »

Donc, une zone de libre-échange est aussi une zone de « libre-investissement ». Les investissements se déplacent allégrement vers les conditions les plus propices : bas salaires, subventions gouvernementales, électricité et aqueduc gratis, paix syndicale, etc.

ARGENTINE

Si vraiment le libre-échange sert le bien-être de tous les peuples des Amériques, comme l'annonçait la déclaration finale du Sommet des Amériques, en avril 2001, à Québec, les peuples en sont-ils informés ? À la mi-juillet, à Buenos Aires, j'étais dans un pays à l'opinion publique apparemment au vif des sujets économiques, où la politique est une espèce de sport ou d'opéra national. L'histoire argentine est une succession de dictatures militaires et de phases démocratiques (il y en a une, en fait, qui dure depuis 1984).

Quand j'étais à Buenos Aires, le ministre des finances, Domingo Cavallo, était le héros négatif du jour. La politique argentine est pleine de surprises : côté action, elle ne déçoit pas. L'intronisation de Cavallo (politicien de droite) aux Finances par le président de la Rua (centre-gauche) a provoqué la démission de ministres du propre parti du président.

« Nous ne savons pas ce qu'un libre-échange interaméricain peut nous amener car nous ne sommes pas assez développés industriellement pour y faire face », admettait, le matin même de la crise du peso argentin, Roberto Jiatt, commentateur parlementaire d'une radio AM de Buenos Aires. Trapu, bon vivant, grand voyageur, M. Jiatt n'a réellement aucune envie de se retrouver dans le giron économique nord-américain, bien que son fils travaille comme ingénieur chez Boeing, à Seattle ! « Déjà la marchandise chinoise et taïwanaise importée à bon marché fait pâlir le peu d'industrie de biens de consommation qu'il nous reste après les baisses vertigineuses de tarifs d'import- ►

PORTO ALEGRE LA DÉMOCRATIE À MAIN LEVÉE

PAR ANDRÉ SELEANU

Le budget participatif est dérivé du budget citoyen conçu en 1983 par le maire de la ville de Pelotas, Bernardo de Souza, actuellement député dans l'État de Rio Grande do Sul pour le parti PPS (nuance socialiste). La paternité du budget participatif est âprement disputée, c'est le moins qu'on puisse dire. Le nom de Bernardo de Souza ne figure nulle part dans la littérature du PT.

Le budget participatif est parfois décrit dans la littérature du *Partido dos trabalhadores* (PT) comme un exercice de démocratie populaire directe, coexistant avec la démocratie représentative (par des élections ponctuelles), mais, d'autres fois, comme visant à remplacer celle-ci à la longue. Car, selon



Bernardo de Souza

le théoricien Raul Pont, ancien maire de Porto Alegre et candidat à la présidence du PT, la démocratie représentative, manipulable, désuète, ne représente plus personne. L'image du budget participatif, telle que le *Partido dos trabalhadores* veut la projeter vers l'opinion publique, est populaire,

bon enfant... Divers dépliant montrent ainsi une ménagère, un retraité, une personne d'une minorité visible qui se réjouissent, s'enthousiasment pour l'exercice du budget. À l'intérieur de cette littérature, Porto Alegre devient « un modèle de démocratie pour le monde entier ». Les dignitaires du *Partido dos trabalhadores* clament ce message plein d'espoir en France, au Québec et dans le cadre de nombreux voyages à l'étranger.

« Les règles sont faites par les gens », explique André Passos, jeune et fougueux coordonnateur du budget participatif pour Porto Alegre. « Il y a une discussion permanente du sujet, des règles, des critères, de la méthodologie. On peut faire des modifications chaque année. Le processus est en permanente évolution », précise le fonctionnaire.

Pourtant, la transparence n'est pas le point fort du budget participatif, ce que j'ai constaté en observant une session de ses représentants, élus ou nommés par acclamation dans les 16 circonscriptions du budget participatif à Porto Alegre. Dans les nombreuses et complexes

phases du budget, le vote à main levée accompagne en tout temps le processus, sans comptabiliser les voix. Peu charitable, le député Bernardo de Souza, du Parti populaire socialiste, voit en ceci moins une démocratie directe qu'une « cohue, une dynamique de foule ».

« Cinq cents millions de dollars du budget annuel de Porto Alegre, et non pas 10 % de cette somme, tel que rapporté communément, sont soumis au processus du budget participatif », précise aimablement M. Passos.

Quatre-vingts représentants nommés dans des assemblées populaires sont présents à la session du budget. Un soir, arrivé bien en retard, M. Passos est à la table de la présidence. Tout com- ►

tation au début des années 1990 – sous le même Cavallo – exigées par le Fonds monétaire international (FMI). »

L'Argentine, pays de 38 millions d'habitants, est plongée, en juillet, en pleine crise financière. Il y a cinq millions de chômeurs dont seulement 189 000 reçoivent une indemnisation après six mois de chômage. Tout Argentin peut devenir (s'il le veut) expert dans le concept *riesgo-pais* (risque-pays). Le taux de rendement sur les bons du trésor argentins a bondi de 9 % à 15,5 %, entre avril et juin 2001, car les marchés financiers ne pensent pas que l'Argentine puisse payer l'intérêt sur sa dette extérieure. Cavallo doit vite trouver de l'argent pour payer le taux obligataire du marché.

En dépit des manifestations, le gouvernement de la Rua a réussi à imposer son « déficit zéro ».

En dépit des manifestations houleuses des syndicats et des débats agités du Congreso, le gouvernement du président, passif, de la Rua et de l'endiablé Cavallo réussit à imposer son « déficit zéro » (prescription néo-libérale qui, au Nord, nous est aussi très familière). « Déficit zéro », c'est-à-dire amputer de 13 % les pensions des retraités du gouvernement et les salaires des fonctionnaires qui dépassent 500 dollars par mois. Le lendemain de la crise, les serveurs de la Chambre agressaient presque les politiciens sur des questions syndicales. Pour comprendre, il faut savoir que les politiciens gagnent entre 6 000 et 10 000 dollars US (ou pesos ar-

gentins) par mois, alors que le salaire légal minimum est de 300 \$ en Argentine.

L'ombre du Fonds monétaire international (FMI), sans états d'âme pour les pauvres et même pour la classe moyenne, plane sur l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et le Brésil. L'action, la réaction, l'inaction du FMI, de qui l'Argentine dépend pour 160 milliards de dollars US, obsèdent les médias.

En août, le FMI semblait enfin disposé à concéder à l'Argentine un prêt, entre huit et vingt-deux milliards de dollars. Mais qui sait vraiment ? Peut-on connaître, vérifier ces sommes faramineuses, dans cet univers virtuel ? La dernière réforme était la septième en deux ans et demi. À quand la huitième ?

CHILI

Début juillet, à Santiago du Chili, à l'ouest de la cordillère andine, Carmen Larranguibel Paz, du Réseau chilien pour un développement durable (ONG œuvrant pour un développement communautaire et écologique) soulignait dans une entrevue le brouillard maintenu par les grands médias chiliens, *El Mercurio*, *La Tercera*, entre autres, quant aux enjeux de la Zléa.

Au Chili, comme en Argentine, le mot Zléa (Alca) est vaguement connu, mais non pas ses implications, sa signification. Mme Larranguibel m'avertit gravement « qu'il y a un danger que la Zléa passe sans

que les citoyens en soient le moindre conscient ».

Le sujet de la Zléa est peu courant dans l'opinion publique, dans le Cône Sud, alors qu'il semblait brûlant au Québec et au Canada, au moins pendant les sommets de Québec. Par contre, j'ai découvert un Chili absorbé par le lugubre mélodrame du général Pinochet, de nouveau traduit en justice pour les 3000 assassinats (et 250 000 victimes de torture) commis sous sa dictature. À 85 ans, sénile aux yeux du tribunal (mais non pas aux yeux de son fils, qui défendait à la télé l'acuité mentale d'Augusto Pinochet Ugarte), l'ex-dictateur est proclamé inapte à un procès.

URUGUAY

À Montevideo, capitale de l'Uruguay, on est à une heure et demie de vol au sud-ouest de Porto Alegre. La capitale de l'Uruguay, petit pays bucolique de la dimension de la Hongrie, est un havre bancaire pour les Argentins d'à côté. L'atmosphère est morose : quand l'Argentine éternue, l'Uruguay prend un terrible rhume.

Ultimas Noticias, journal de centre-droit, titre tout sec, fin juillet : « Quatorze détenus n'ont pas été assassinés au cours des années 1970, mais torturés à mort ! » (nuance). L'Uruguay, pays de 3,3 millions d'habitants, a sérieusement souffert sous son gouvernement militaire. La gauche, alliée au sein de la coalition *Frente Amplio*, cherche à inculper les militaires les plus coupables. « Les militaires sont des gens patients », menace l'éditorialiste de *Ultimas noticias*, « mais leur patience peut s'effriter à cause de ces jeunes gens mal élevés qui les insultent. »

mence par une forte dose d'éloge du budget, de sa transparence, de sa « démocratie », de remarques contre le système social qui exclut des gens et d'une dénonciation des opposants, « tous des traîtres ! », un rituel plutôt commun dans les réunions publiques du PT. On passe aux questions du jour, présentées par M. Passos de manière dégagée, souriante.

Trois sujets sont présentés : octroyer 70 \$US par mois, chacune, à trois mille familles démunies ; ensuite, donner de l'argent pour la construction d'un centre culturel pour la communauté religieuse Murialdo (basée en Italie), qui travaille avec les démunis ; et enfin aider financièrement quelques écoles de samba.

Vient le moment du vote pour les familles démunies. Une porte-parole de la présidence demande : « Qui est pour ? » Les trois-quarts de la salle lèvent la main. « Qui est contre ? » Personne ne lève la main. « Qui s'abstient ? » Pas de main levée. Résolution adoptée. Pourquoi aucun vote négatif ? On me répond : « C'est une bonne idée. » Ah !

La subvention pour l'ordre Murialdo est soumise au vote. Un représentant, la voix rauque et puissante, fait devant l'assemblée l'éloge du catholicisme, de quelques saints, institution populaire brésilienne par excellence... Pourtant plusieurs personnes s'opposent à ce que des fonds publics soient octroyés à l'ordre religieux ou aux écoles de sam-

ba. « En quoi ça concerne la ville ? », demande une jeune femme au nom de ce groupe. « On va créer une commission », intervient M. Passos. On sollicite des candidatures. La soirée commence à traîner et la moitié des représentants sont partis. La commission est composée sur le tableau noir. « Pourquoi créez-vous une commission au lieu de prendre un vote ? », demandai-je à M. Passos. « Parce que les gens n'étaient pas d'accord avec la présidence », répond le coordonnateur. Je me croyais dans *Alice au pays des merveilles*.

En juin 2001, à Porto Alegre, une commission universitaire internationale de 12 membres étudie la pratique du budget participatif. Elle critique l'inter-



Un enfant joue sous une toile de branchements électriques illégaux, dans le bidonville de Jardim Pantanal, à Sao Paulo, le 14 mai 2001. Le Brésil est en pleine crise énergétique, avec des pannes de courant à la grandeur du pays.

Coalition de gauche avec des éléments chrétiens-démocrates, *Frente Amplio* est en croissance depuis 1984, moment de la chute de la dictature militaire. Le chirurgien Tabaré Vasquez, chef du *Frente Amplio* et maire de Montevideo, la capitale, et l'architecte Manuel Arana, du même parti, voient leur popularité croître et envisagent même la conquête du pouvoir au niveau du petit pays en 2003. Un espoir pour le peuple uruguayen?

Au Brésil, l'existence d'immenses propriétés de centaines de milliers d'hectares souvent aux mains de trans-nationales, alors

(que des millions de paysans sont sans ressource aucune, démunis dans un sens absolu) est considérée par le *Movimento sem terra* (MST), le Mouvement des sans-terre, comme une forme de violence institutionnelle. Le mouvement lui répond par des occupations de terres, violentes par endroits. Ensuite les terres sont distribuées à des familles pauvres. Fondé en 1984, le MST admet ouvertement utiliser des méthodes au bord de l'illégalité.

Les forces de gauche au Sud se composent aussi de ces mouvements sociaux qui agissent en dehors des partis, en rupture de ban avec la démocratie représentative. Cette démocratie, qui serait une condition de la création de la Zone de libre-échange des Amériques, si l'on en croit la déclaration des 34 chefs d'État réunis à Québec pour leur Sommet au printemps 2001, ne peut se résumer à une poignée de slogans. La vie est plus subtile que cela. ▣

vention systématique de l'exécutif de la ville dans le pilotage des demandes au budget (qui se targue de favoriser la participation par « l'auto-organisation populaire ») et le nombre limité de participants dans les assemblées de nomination des représentants au budget. Les experts dénoncent aussi la présence d'anciens fonctionnaires du budget dans les assemblées de base et, surtout, le nombre excessif de forums, d'assemblées et de groupes de travail autour du budget. Selon des critiques de l'opposition, les mêmes personnes vont à plusieurs réunions, dans diverses circonscriptions. Un journaliste qui avait écrit sur le colloque universitaire perdait son emploi deux semaines après la paru-

tion, dans *Zero Hora*, de son article essentiellement descriptif.

Maintenant, le budget participatif est introduit à l'échelle de l'État de Rio Grande do Sul. Divers partis d'opposition dans le parlement d'État, à Porto Alegre (des représentants du Parti travailliste, le député Bernardo de Souza, du Parti populaire socialiste [PPS], divers députés du parti social-démocrate PMDB) en critiquent la pratique. L'opposition parlementaire vilipende le noyau de l'administration de l'État par le budget participatif, la création de structures parallèles de contrôle à tous les niveaux municipaux. Selon Gerson Queiroz, porte-parole du Parti du mouvement démocratique du Brésil (PMDB),

qui se décrit de centre-gauche, mais est dénoncé comme « réactionnaire de droite » par le PT : « Cinq cents maires ont perdu le pouvoir de décision sur la santé, l'infrastructure, la sécurité publique et l'éducation. Le gouvernement PT de l'État répond aux maires : "Allez discuter de vos réclamations avec les fonctionnaires du budget participatif". »

Mais toute critique externe au PT du budget participatif tel qu'il se pratique (et qui est supposé toujours évoluer, « car il n'existe que depuis 12 ans », au dire du PT), est attribuée à la mauvaise foi ou aux tendances réactionnaires de ceux qui posent des questions. Où est donc le débat démocratique que le PT dit, haut et fort, promouvoir ? ▣

SANS-LOGIS LE 1^{ER} JUILLET

IMPROVISATION ET LAISSER-ALLER

Le cauchemar n'a pas fini le 1^{er} juillet 2001. Appauvrissement des ménages, pénurie de logements et construction de condos de luxe, désengagement de l'État : les familles ne trouvent plus à se loger.

PAR JEAN-SEBASTIEN MARSAN

LONGUEUIL, AOÛT 2001 — Louise Vigneault, trois enfants, enceinte, diabétique et assistée sociale. Elle séjourne depuis la mi-juillet dans un centre d'hébergement pour femmes de Longueuil. Elle n'a pas été victime de violence ou de harcèlement : c'est la crise du logement, à Montréal. Sans logis depuis le 1^{er} juillet, Louise Vigneault a besoin d'un cinq et demi. Qu'elle a peu de chances de dénicher. En mars, à Pierrefonds, Mme Vigneault a amorcé sa chasse au locataire. «Les loyers sont élevés et beaucoup de propriétaires n'aiment pas les grandes familles. Au mois de juin, c'était la panique, je n'avais nulle part où aller», confiait-elle à *Recto Verso*, début juillet. «Une voisine m'a hébergée, j'ai continué à faire des démarches.» Puis elle a dû déménager.

Louise Vigneault avait pris soin de faire entreposer ses meubles à Pierrefonds. Le 30 juin, elle se présente à l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), qui coordonne une mesure d'urgence sur



Le 4 juillet, rue Jeanne-D'Arc, à Montréal, l'entrepôt de l'Armée du salut abrite les biens de 24 familles sans logis.

l'île de Montréal. Le gouvernement du Québec a injecté 3,5 M\$ additionnels dans le Programme de supplément au loyer. La subvention couvre jusqu'à 75% des coûts d'un logement privé et réserve 500 nouveaux logements à ceux qui n'avaient pas de toit le 1^{er} juillet (200 pour la ville de Montréal, 100 dans la périphérie, 100 pour Québec, 40 pour l'Outaouais et 60 pour d'autres villes de la province).

L'OMHM a offert à Louise Vigneault et à ses enfants de dormir au YMCA. Elle a refusé : «J'ai des animaux, je ne peux pas les trainer avec moi et c'est dur de s'en débarrasser.» La famille s'installe donc avec ses

chats chez une amie, cardiaque, âgée de 63 ans, qui vit seule dans un trois et demi d'un HLM de Montréal-Nord.

Le 10 juillet, toujours pas de nouvelles de l'OMHM. Louise Vigneault visite quelques logements qu'elle débusque elle-même, sans succès. Tous les propriétaires, lorsqu'ils apprennent qu'elle est assistée sociale, refusent de signer un bail.

La cohabitation dans le HLM devient difficile. Une dispute éclate, Louise et ses enfants doivent partir. Elle refuse un logement, trop petit, offert par l'OMHM. À bout de ressources, elle frappe à la porte d'un centre pour femmes en difficultés. «Je



1^{er} juillet 2001, fin du bail: Annie, accompagnée de ses deux enfants, quitte l'Office municipal d'habitation de Montréal, où elle est venue s'inscrire sur une liste de cas urgents de ménages sans-logis.

n'ai pas eu le choix, je me retrouvais à la rue avec mes enfants.»

La crise perdure

L'épisode du 1^{er} juillet 2001, avec ses familles à la rue et ses mesures d'urgence, nous semble loin. Pourtant la pénurie de logements est désormais permanente à Montréal et ailleurs au Québec. Elle touche les personnes défavorisées ou à faible revenu, les familles nombreuses, les minorités visibles.

«Il y a des étudiants qui se cherchent un appartement au mois d'août, ça va augmenter la demande. Mais il n'y aura pas plus

d'offre, soutient Denis Villeneuve, de Projet Genèse, à Côte-des-Neiges. Beaucoup d'immigrants arrivent à Montréal pendant l'été. La crise du logement n'est pas terminée.»

Il faut remonter aux années 1930 et 1940 pour retrouver une crise de cette ampleur. À l'époque, la Dépression, puis le rationnement des matériaux de construction à cause de l'effort de guerre avaient provoqué une importante disette de logements et l'inflation dans les loyers.

Le squat de la maison Louis-Hippolyte-Lafontaine, sur la rue Overdale, au centre-ville de Montréal, a clos le mois de juillet sur

Discrimination

À l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), le 1^{er} juillet 2001, un coup d'œil suffisait pour constater que la plupart des locataires échaudés étaient des Noirs! La discrimination envers les familles nombreuses (lire : plus d'un enfant) est aussi monnaie courante. Le nombre de plaintes à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a doublé en un an (107 entre le 1^{er} janvier et le 26 juin 2001, contre 56 à la même période l'an dernier). Motifs par ordre d'importance : famille nombreuse, condition sociale (chômeurs, assistés sociaux), origine ethnique. Bilan de la crise, par l'OMHM, au 13 juillet : sur 394 ménages sans logis, 30 étaient inadmissibles à l'aide, 40 se sont relogés eux-mêmes, 13 n'ont pu être rejoints, 35 ont été référés aux OMH l'île de Montréal, 80 ont refusé un logement que l'Office considérait acceptable, 196 ont pu louer un logement subventionné. J.-S.M.

une note anarcho-policière. Un événement sans précédent depuis les années 1980, qui a ramené la crise du logement dans l'actualité — les occupants ne manquaient pas l'occasion de rappeler le triste sort des échaudés du 1^{er} juillet. Le Centre Préfontaine, offert par la Ville aux manifestants, a fait des jaloux chez les mal logés...

Montréal n'est pas la seule ville où la crise continuera à sévir. Début août, un couple de Gatineau, avec un de ses quatre enfants, sinistrés du 1^{er} juillet, a campé pendant une dizaine de jours dans l'île Kettle, un terrain inhabité sur la rivière des Outaouais!

«Toutes proportions gardées, la crise du logement dans l'Outaouais est pire qu'à Montréal. Le taux de vacance des logements y est inférieur», affirme François Roy, coordonnateur du Comité *logement occupe* à Hull. Mi-août, il observe que, «de façon quotidienne, depuis le 1^{er} juillet, on est aux prises avec des dizaines d'appels par jour de familles qui ont de la difficulté à se trouver un logement». Les premiers appels de détresse au Comité remontent à septembre 2000, soutient M. Roy.

Prévisible

«Cette crise-là était prévisible, s'indigne François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) qui représente près de 80 organismes dans toute la province. La Ville de Montréal ►

aurait dû sonner l'alarme, juge-t-il. Ce n'est pas normal que les groupes communautaires aient dû le faire. Tous les gouvernements sont coupables de ne pas avoir agi rapidement. Ce qui a évité le pire, à Montréal, c'est le dévouement des employés de l'Office municipal d'habitation.»

«Pour moi, ce n'était pas une crise», réplique Normand Daoust, directeur général de l'OMHM. Une «situation d'urgence», préfère-t-il dire. «S'il y avait eu 1000, 2000 ou 3000 ménages [sans logis], on aurait été en situation de crise, soutient-il. Avec 400 ménages qui se sont adressés à nous et 200 ménages qu'on a eu à loger, c'est sûr que ce n'était pas agréable pour les gens de ne pas avoir de logement, mais nous avons gardé le contrôle en tout temps.»

À la source de cette situation inédite, une économie qui tournait à plein régime. En 2000, le taux de chômage officiel, dans la région de Montréal est descendu à 9,5%, le plus bas des 10 dernières années, et à 8% dans l'ensemble de la province, le plus faible depuis 1976. Qui dit création d'emplois dit formation de nouveaux ménages.

«Entre 1997 et 2000, il s'est créé 40 000 nouveaux ménages par année au Québec. En moyenne, pendant ces années-là, on a eu 25 000 mises en chantier, aussi bien des propriétés que du locatif et des condos», explique Hubert de Nicolini, à la Direction du développement des programmes de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

Une migration de ménages des régions vers Montréal et, à moindre échelle, le retour au centre-ville de banlieusards ont aussi grevé le taux de logements vacants. Les proprios augmentent le prix des loyers du simple fait de la rareté (l'inflation et les taux d'intérêts, sous contrôle, influencent peu le prix des loyers). Résultat : la pénurie de logements atteint des records. Avec seulement 7000 lo-

TAUX D'INOCCUPATION, OCTOBRE 2000

Montréal

Région métropolitaine	1,5%
Ville de Montréal	1,4%

Quartiers de Montréal

Saint-Henri/Pointe-Saint-Charles	2,9%
Centre-ville	1,1%
Côte-des-Neiges/Mont-Royal/Outremont	0,9%
Plateau Mont-Royal	0,8%

Ailleurs au Québec

Alma	1,8%
Drummondville	1,8%
Québec	1,6%
Hull	1,4%
Laval	1%

En Ontario

Toronto	0,6%
Ottawa	0,2%
Taux d'équilibre entre l'offre et la demande de logements	3%
Taux d'inoccupation à Montréal en 1992-1993	environ 7,5%

Source : Enquête annuelle de la Société canadienne d'hypothèques et de logement

gements inoccupés en octobre dernier, la ville de Montréal a vu son taux d'inoccupation atteindre le plancher de 1985.

Une crise aux multiples visages

Au Québec, le nombre de ménages locataires engloutissant plus de la moitié de leur revenu en loyer est passé de 194 225, au recensement de 1991, à 273 825, en 1996 (dernier recensement disponible), une crois-

sance de 41%! Selon les normes gouvernementales, un ménage qui consacre plus de 30% de ses revenus au loyer requiert une aide pour le logement.

Le recouvrement de loyers et la résiliation de baux demeurent les causes les plus entendues à la Régie du logement, avec 35 000 cas en 1999-2000. En filigrane des événements de juillet se profile ainsi un appauvrissement des locataires. Le 1^{er} juillet, la pénurie de logements locatifs est la goutte qui a fait déborder un vase plein à ras bord depuis des années.

«Il faut distinguer deux problématiques complètement différentes : la pénurie de logements en général et la pénurie de logements à caractère social», analyse Jean-François Bertrand, directeur général adjoint de la Société d'habitation et de développement de Montréal (gestionnaire d'environ 5600 logements subventionnés à Montréal).

Au Québec, le logement social, c'est 65 000 habitations à loyer modique (HLM), 22 000 unités en coopératives d'habitation et 25 000 gérées par des organismes sans but lucratif. Jean-François Bertrand ne croit pas que le manque de logements privés soit si aigu. «La preuve, c'est que plusieurs propriétaires privés se sont manifestés, le 1^{er} juillet, pour offrir des logements», argumente-t-il. La pénurie de logements sociaux, elle, sévit depuis 1994. À cette date, le gouvernement fédéral progressiste-conservateur de Brian Mulroney s'est retiré du financement de nouveaux HLM. Pour combattre le déficit budgétaire, vous l'aurez deviné.

Cette démission du principal bailleur de fonds pour le logement social, dernier chapitre d'une longue série de compressions amorcées en 1978, aurait coûté environ 50 000 logements au Québec selon le FRAPRU. Le fédéral, par la Société



IL EST TEMPS DE PARLER DE DIVIDENDES SOCIAUX.

PARLER DE PAUVRETE, D'EXCLUSION, DE MEILLEURE REDISTRIBUTION DES RICHESSES, C'EST PAS MAL MOINS A LA MODE QUE DE PARLER DE GLOBALISATION ET DE DIVIDENDES AUX ACTIONNAIRES. POURTANT, NOUS LE DEVONS AUX PLUS DEMUNIS PARCE QUE, COMME TOUT LE MONDE, ILS ONT DROIT A UNE VIE MEILLEURE. LES MEMBRES DE LA CSQ SE SONT TOUJOURS BATTUS POUR FAVORISER LA JUSTICE SOCIALE ET CONTRE LA MARGINALISATION DES PLUS PAUVRES PARCE QU'ILS ONT TOUJOURS CRU QU'IL EN ALLAIT DE L'INTERET DE TOUTE LA SOCIETE.

Centrale des syndicats du Québec



www.csq.qc.net

DÉFENDRE LES VRAIES VALEURS. Un site au cœur de l'actualité syndicale



Le 27 juillet, une cinquantaine de squatters mobilisés par le Comité des sans-emploi de Montréal-Centre occupent la maison Louis-Hippolyte-Lafontaine, au centre-ville de Montréal. En pleine période estivale, l'initiative relance l'intérêt pour les questions de logement.

canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), se contente aujourd'hui d'entretenir les logements sociaux bâtis avant 1994 et de subventionner quelques logements pour des clientèles très ciblées (pour les Autochtones dans les réserves, par exemple).

Depuis sept ans, seuls le Québec et la Colombie-Britannique réinvestissent dans le logement social. Le programme le plus connu de la SHQ, AccèsLogis, lancé en 1997, a mis en chantier 1325 logements sociaux par année pendant cinq ans. Il est destiné aux coopératives d'habitation et aux organismes sans but lucratif qui offrent des logements à des ménages à faible revenu, à des personnes âgées en perte légère d'autonomie ou à des gens en difficulté ayant des besoins particuliers de logement.

Ce programme ne comble pas tous les besoins des ménages. Il faut comparer ces 1325 unités par année avec le rythme de construction des années 1980 (de 6670 logements en 1982 à 4794 en 1989). Les municipalités doivent assumer le tiers de la facture des logements estampillés AccèsLogis, mais elles ne sont pas obligées de par-

ticiper au programme. Plusieurs agglomérations, affligées du syndrome «pas dans ma cour», refusent les logements sociaux. Une situation appelée à changer dans les nouvelles villes fusionnées.

La SHQ est responsable du Programme de supplément au loyer pour les personnes à faible revenu, celui-là même qui, bonifié de 3,5 M\$ le 28 juin par la ministre Louise Harel, a comblé une partie des besoins des sans-logis du 1^{er} juillet. Il s'agit de logements du marché locatif privé ou de coopératives sans but lucratif. La subvention permet aux locataires de ne consacrer au loyer que 25% de leur revenu (calculé pour l'année civile précédant la signature du bail), comme dans un HLM. À part les bénéficiaires de la mesure d'urgence du 1^{er} juillet, le Programme de supplément au loyer vient en aide à 2875 ménages sur l'île de Montréal. La SHQ offre aussi, aux familles avec enfants et aux personnes âgées, une allocation-logement de 60\$ par mois en moyenne. Environ 70 000 familles québécoises la reçoivent.

Nous sommes loin des 8000 nouveaux logements sociaux par année revendiqués par

le FRAPRU. La SHQ elle-même estimait, en 1997, que 200 000 ménages défavorisés ne recevaient aucune aide pour se loger.

Pendant ce temps, les promoteurs privés ne se tourment pas les pouces. Les mises en chantier de logements locatifs au Québec ont considérablement augmenté au début de 2001. À Montréal, Québec et Hull, le nombre de mises en chantier (5695 unités) a crû de 14,2 % dans les quatre premiers mois de 2001 par rapport à 2000, indique la SHQ.

Tandis que les chantiers de maisons individuelles stagnaient, ceux des logements locatifs et des copropriétés marquaient une croissance. Selon la Société, «il faut retourner à 1994 pour retrouver des performances supérieures».

Selon les projections de la Société centrale d'hypothèque et de logement (SCHL), 26 400 logements seront mis en chantier au Québec en 2001 et 26 500 en 2002, comparativement à 24 695 en 2000.

Encore faut-il que ces logements soient suffisamment spacieux et peu chers. Par exemple, le Complexe résidentiel Faubourg Saint-Laurent, à Montréal, proposera 436 logements neufs sur le boulevard René-Lévesque (à l'intersection de la rue Hôtel-de-Ville) : que des studios, des trois ou des quatre pièces, entre 600\$ et 1200\$...

Pour les promoteurs, il est plus ►

rentable de construire des condos vendus à fort prix et des trois pièces luxueux que des logements abordables, car les loyers demeurent peu élevés. À Montréal, la réglementation municipale permet, sous certaines conditions, de transformer un logement locatif en condominium.

Le 3 juillet, le ministre fédéral responsable de l'habitation, Alfonso Gagliano, sous le feu nourri des groupes de pression, a promis de débloquer 161 millions\$ en quatre ans au Québec dans le cadre d'un programme national de construction de «logements abordables». Ce programme, annoncé lors de la dernière campagne électorale et qui n'entrera en vigueur qu'avec l'aval des provinces, subventionnera jusqu'à 20% de la construction de logements locatifs privés pour des ménages dont le revenu annuel varie entre 25 000\$ et 41 000\$.

«On calcule que les subventions fédérales vont baisser de 100\$ par mois le coût d'un logement locatif», indique François Saillant. Puisqu'il s'agit de subventionner du locatif plutôt dispendieux, à 700 ou 800\$ par mois, «ça ne règle rien», tranche le coordonnateur du FRAPRU,

pour qui la priorité des priorités demeure la construction rapide de logements sociaux.

Certains voient d'un mauvais œil que toutes les interventions à venir des gouvernements soient canalisées vers le logement social. Les HLM n'éliminent pas la pauvreté d'un coup de baguette magique, ils ne font que permettre aux locataires de consacrer moins d'argent au loyer. Des locataires privés de mobilité, dépendants et déresponsabilisés, parfois enfermés dans de véritables ghettos. «La solution ne passe pas par là, croit Daniel Gill, professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal. À Montréal, les logements ne sont pas dispendieux quand on les compare à ceux d'autres villes canadiennes, signale l'universitaire. Les ménages qui dépensent plus de 50% pour se loger, ce sont des ménages qui gagnent moins de 20 000\$ par année. Tant qu'il y aura autant de ménages pauvres, il y aura des problèmes d'abordabilité [sic] au logement. Les subventions devraient être données directement aux ménages, qui auraient la liberté de se loger n'importe où.»

À la conférence de London (Ontario), qui rassemblait, à la mi-août, les ministres

provinciaux de l'habitation, Québec s'est engagé à fournir davantage de logements sociaux aux familles à faible revenu, sous réserve qu'Ottawa autorise l'utilisation à cette fin des fonds de son programme de logements abordables.

Le programme AccèsLogis s'achève en 2001 et le plan d'action en matière d'habitation du gouvernement péquiste se termine en 2002. Selon tous les intervenants, sans un coup de barre immédiat dans le domaine du logement, les laissés pour compte du 1^{er} juillet 2001 risquent de revivre le même cauchemar en 2002, 2003... □

? Où s'adresser?

- Le Comité logement de votre quartier ou de votre municipalité
- Le FRAPRU :
(514) 522-1010
Sur Internet : www.frapru.qc.ca
- Les programmes de la Société d'habitation du Québec:
1-800-463-4315



Solidarité Canada Sahel

Un partenaire de la société civile

La lutte contre la désertification : un enjeu de développement

Accrédité auprès du Secrétariat des Nations Unies
De la convention de lutte contre la désertification

Adresse:

4837 rue Boyer bureau 250
Montréal, Qc H2J 3 E6 Canada
Courriel :

Site internet : www.scsmtl.qc.ca

La rumeur du vih/sida en milieu de travail

L'histoire de...

Au travail, vous remarquez un collègue isolé par rapport aux autres. On le regarde étrangement, on l'évite et on jase dans son dos. On vous apprend qu'il a confié être séropositif. Depuis, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Plusieurs expriment, sous le sceau de la confiance, leurs craintes d'être « contaminé » et suggèrent même que leur collègue « devrait rester chez lui, que ça éviterait qu'il infecte tout le monde, qu'on se doutait bien qu'il était homosexuel et que c'était inévitable qu'il devienne séropositif »...

Pure fiction? Les milieux de travail vivent encore de semblables scénarios, vingt ans après le début de l'épidémie du vih/sida. Les rumeurs, les fausses croyances et les peurs irrationnelles ont la vie tenace sur le marché du travail québécois.

Sauriez-vous quoi dire, quoi faire dans une telle situation?

Il en va de la responsabilité de tous de faire cesser les rumeurs. Les rumeurs sont dangereuses. Elles créent un mauvais climat de travail, elles suscitent la méfiance, conduisent à l'isolement de la personne visée, développent des craintes non-fondées face au vih/sida et peuvent même conduire à des poursuites judiciaires.

La planification de rencontres d'éducation et de formation sur le vih/sida avec des employés est un moyen concret de corriger ces situations en y abordant les éléments suivants :

■ **Les dispositions de la Charte des Droits de la personne du Québec** : toute personne a droit au respect de sa vie privée [article 35]; droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité et à la liberté de sa personne [article 1]; droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation [article 4]. Cela vaut pour l'ensemble des collègues de travail, séropositifs ou non.

■ **Les droits des personnes vivant avec le vih/sida de travailler dans un milieu exempt de discrimination et respectueux des droits de la personne** : la diffusion de rumeurs et de commentaires désobligeants constitue un acte de discrimination ayant des répercussions néfastes sur l'ensemble des employés.

■ **Des informations justes et précises sur les différents aspects du vih/sida** : les modes de transmission, les précautions universelles, les aspects psychosociaux de la maladie et le fait que l'infection au vih ne peut se transmettre par les contacts courants dans les lieux de travail.

Cette démarche apaisera les craintes des employés, préviendra les situations de tension provoquées par l'ignorance et informera les employés sur les attitudes à adopter face à un collègue séropositif. Cette démarche devrait conduire à **l'élaboration d'une politique sida** pour exprimer clairement les positions, les engagements et les responsabilités de l'entreprise en matière d'éducation et de formation sur la problématique du vih/sida auprès de ses employés. Elle assurera à l'employé séropositif que ses droits fondamentaux seront respectés.

Du « déjà vu »?

Le programme Sida en milieu de travail peut vous aider. Il vise à former et informer les milieux de travail au Québec sur les enjeux reliés à la problématique du vih/sida et à soutenir ces milieux dans la mise en place d'une politique. Ce programme vise également à soutenir le développement d'actions sociales favorisant l'accompagnement vers une vie active pour les personnes vivant avec le vih/sida au Québec.

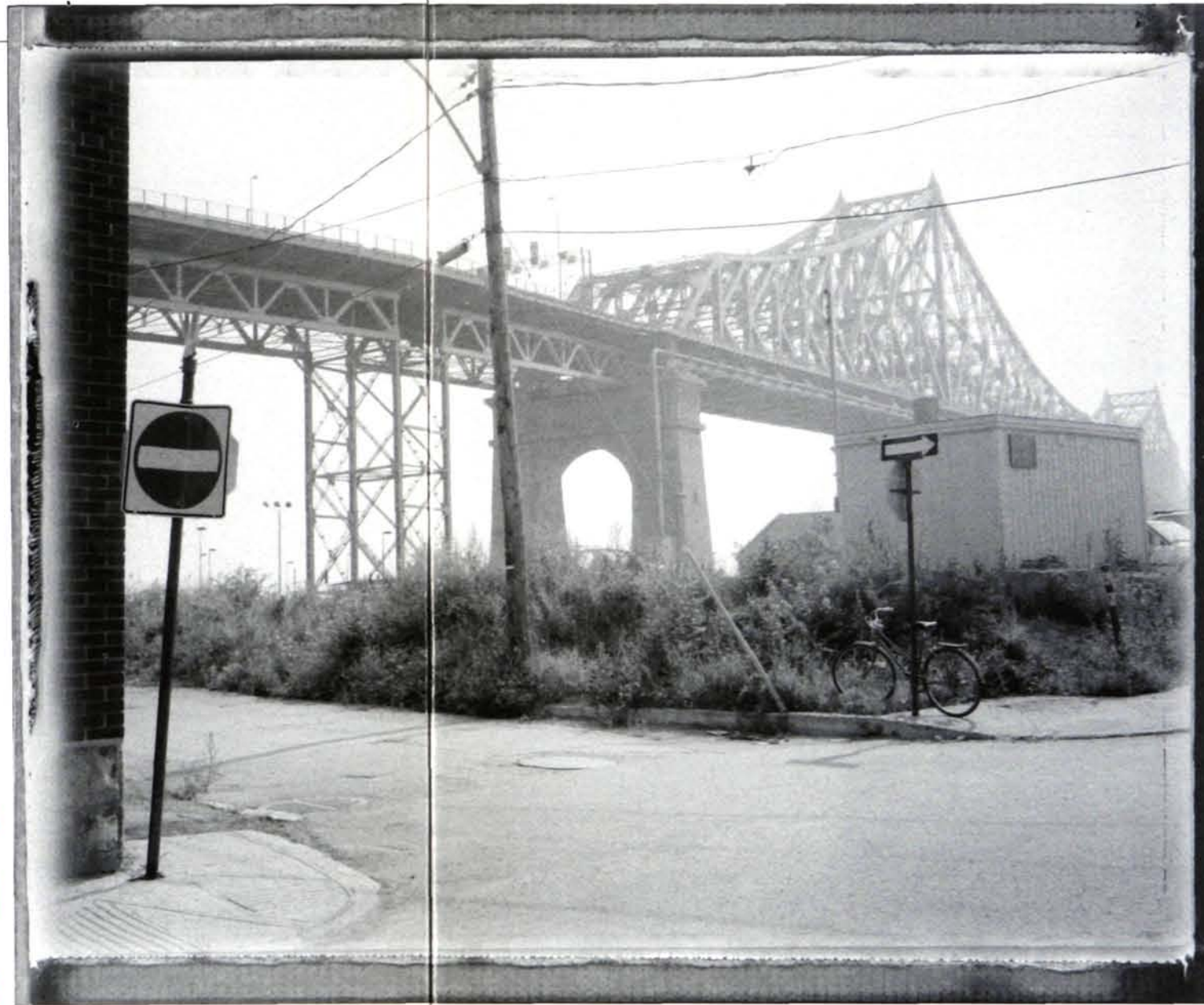
Pour plus d'information, contactez la **Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le Sida** au **514-844-2477**. 1, Sherbrooke Est, Montréal (Québec) Canada H2X 3V8, linar.cocq@websos.org.

VOTER PARTICIPER

DES VILLES À GOUVERNER AVEC LES CITOYENS

Recherche d'équité fiscale et tentative de démocratiser l'administration municipale, sur arrière-plan de résolution de conflits linguistiques et de bataille électorale provinciale à venir : les nouvelles villes québécoises, panorama et rétrospective.

PAR DAVID PUCHAULT | PHOTOS BENOIT AQUIN



Les abords du pont Jacques-Cartier, en 1998 : une vaste zone détruite qui coupe en deux le quartier Centre-Sud de Montréal. Des organisations communautaires travaillent depuis des années à des plans de réaménagement de ce secteur.

municipalités des Îles-de-la-Madeleine, qui formeront une seule ville de 13 000 habitants en janvier 2002.

Voilà pour le portrait de famille. Pourtant, si les élections pour ces villes sont fixées au 4 novembre, Marc Larouche, directeur général de la future Gatineau, précise qu'il ne faut pas penser avoir une administration complètement organisée avant janvier 2003.

Rappel

En 1999, Québec envoie Guy Coulombe à titre de directeur général de la Ville de Montréal pour remettre de l'ordre dans la maison. Puis l'émissaire du gouvernement tient la main à Pierre Bourque pour présenter au gouvernement son projet d'«Une île, une ville», idée que Jean Drapeau avait laissée dans ses cartons il y a 30 ans. Accueilli à bras ouverts par Louise Harel, qui termine son livre blanc sur une réforme municipale en panne depuis des lustres au Québec, le projet d'une nouvelle grande ville de Montréal devient le fer de lance d'une politique globale de fusions pour l'ensemble du territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Il fallait rattraper les voisins, Ottawa et Toronto. Bon nombre de villes, MRC et agglomérations de recensement (AR) québécoises sont précipitées dans le mouvement. Appuyé sur les rapports sur les regroupements municipaux (comme celui de Louis Bernard pour la CMM), le projet de loi 170 est présenté à la hâte, le 15 novembre 2000, pour être adopté un mois plus tard, puis amendé par la loi 29.

D'un point de vue législatif, sur les fusions, le vice-président du SCFP, Claude Hétu, est clair : «On aurait mieux fait d'en parler moins longtemps et d'agir en se donnant cinq ans pour les réaliser.» Lorsqu'on lui demande s'il pense que le travail a été bâclé, il répond que «les fusions sont imposées par intraveineuses, et effectivement, les textes législatifs ont été trop vite faits. Ça fait quand même trois lois qui passent, depuis la loi 124 qui amendait ►

Le boomerang du gouvernement lui est revenu entre les mains. Les fusions municipales, réforme remplumée par le slogan de Pierre Bourque «Une île, une ville», ont déferlé sur le Québec, abattant au passage le vent de contestation. Dernier virage, les rapports des comités de transition attendus de pied ferme par la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Louise Harel. Pour les citoyens, il ne reste qu'à voter, le 4 novembre, pour le maire de leur ville nouvelle, sans effusion.

Quelques chiffres

Montréal, Québec, Gatineau, Longueuil et Lévis, les cinq nouvelles villes encadrées par le projet de loi 170, naîtront le 1er jan-

vier 2002, deux mois après l'élection de leurs nouveaux maires. Montréal, forte d'un budget de 3,5 G \$, comptera 1,8 million d'habitants sur un territoire de 500 km² (cinq fois Paris), divisé en 27 arrondissements. Longueuil, formée de huit municipalités incluses dans la virtuelle Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), au même titre que la rive nord, comptera 380 000 résidents. Québec, redistribuée en huit arrondissements, se voit octroyer une place dominante dans la nouvelle Communauté métropolitaine de Québec (CMQ).

Le grand Trois-Rivières regroupera finalement six municipalités, plus de 120 000 habitants; Shawinigan, sept, avec près de 55 000 citoyens, une décision tranchée par décret ministériel. Comme pour les huit

PHOTO BENOIT AQUIN POUR ALERTE CENTRI-SUD

déjà la Loi sur l'organisation territoriale des municipalités... Si on amende une loi deux fois en l'espace de 12 mois, c'est qu'on ne s'est pas donné le temps nécessaire pour vraiment réfléchir aux différents scénarios!»

Des enjeux évolutifs

Argument central de la politique de fusion, l'enjeu fiscal ne vient, pour Danielle Pilette, urbaniste et directrice de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, qu'en second lieu, après l'affirmation du caractère francophone de la métropole. La ministre Louise Harel a dénoncé, à l'Assemblée nationale, les «projets de villes ethniques, comme le projet de Westmount, qui plaide son caractère anglo-britannique, vieux relent de colonialisme». Dans les milieux anglophones et pour les quartiers riches à majorité anglophone, on se dit bafoué par l'article 1 de la charte stipulant que «Montréal est une ville de langue française». Les 17 villes qui avaient contesté la constitutionnalité de la loi sur ce point ont été déboutées en Cour supérieure le 21 juin dernier par le juge Maurice Lagacé.

Sans effusion

Si les principaux postes budgétaires, à Montréal (hormis les pompiers), ne subiront que peu de changements après la fusion, estime l'urbaniste Danielle Pilette, par contre, la nouvelle répartition de l'assiette fiscale affectera des enclaves comme Westmount ou Ville Mont-Royal. «Mais cette problématique se retrouve uniquement sur l'île de Montréal», rappelle-t-elle. En effet, c'est le seul endroit au Québec où les disparités foncières soient si grandes (avec des écarts de trois pour un entre Ville Mont-Royal, Westmount ou Outremont et leur voisine, Montréal).

L'harmonisation fiscale ne plaît pas à tous, on l'aura deviné. La contestation s'est fait entendre de Longueuil à Saguenay (Chicoutimi-Jonquière). Malgré la déferlante, le gouvernement a tenu la barre, fait adopter sa loi et délégué les pleins pouvoirs aux comités de transition pour mettre en place les nouvelles structures.

L'espoir des partisans anti-fusion, s'il en est, réside dans la promesse de Jean Charest de dé-fusionner. Pour Claude Héту (SCFP), qui planche depuis un an sur

les contrats de travail de ses membres, il n'y aurait rien de plus chaotique que de vouloir défusionner. Qui devrait en supporter le coût? Et qui aurait le droit de vote sur une question qui concernera désormais l'ensemble du nouveau territoire?

En philosophe syndical, Claude Héту conclut : «Vous savez, les gens devraient plutôt travailler ensemble plutôt que de se chicaner. Il me semble que pour les citoyens, il vaudrait mieux se dire que c'est la volonté du gouvernement, prendre acte de celle-ci et travailler dans le meilleur intérêt de la population. Pour les chicanes de clochers... on est en 2001!»

Un pouvoir fort venu de Québec

«Quand on dit qu'une dizaine de personnes décident du fonctionnement d'une ville de 1,8 million d'habitants, ça confirme la volonté de centralisation et de contrôle à tous les niveaux de la vie politique observée depuis plusieurs années au gouvernement du Québec», lance le conseiller indépendant de Pointe-Saint-Charles (Montréal), Marcel Sévigny. «La grande majorité des gens du comité de

Pour le mieux-être des collectivités



Louise Harel
Ministre d'État aux Affaires
municipales et à la Métropole

La recherche de l'efficacité et de l'équité est au cœur de la réorganisation municipale, pour le mieux-être des collectivités.

Quand la structure d'une organisation nuit à son bon fonctionnement, il faut la modifier. Il n'y a pas de meilleure solution. C'est pourquoi le ministère des Affaires municipales et de la Métropole a mis en œuvre une vaste réorganisation municipale.

Un des objectifs poursuivis est de regrouper les municipalités voisines dont les destinées sont déjà étroitement liées. Une nouvelle municipalité ainsi créée peut assurer un partage plus équitable des services et des coûts, favoriser une gestion plus rationnelle des infrastructures.

Mettons en commun nos énergies et nos ressources pour améliorer notre milieu de vie!

Québec



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

transition ont des liens privilégiés avec le monde des affaires, avec une philosophie néo-libérale clairement démontrée», accuse M. Sévigny. «C'est quand même pas un Yvon Lamarre qui va proposer la démocratie municipale alors qu'il s'en foutait carrément pendant les 20 ans où il était président du comité exécutif à la mairie de Montréal avec Jean Drapeau! Il ne faut pas s'attendre à ce que ces gens-là changent de cap. Les gens qui représentent les acteurs sociaux font partie d'instances très bureaucratisées de la société dite civile. Donc il n'y a rien qui va sortir de là en faveur de la démocratie et d'une réelle décentralisation», analyse le conseiller indépendant.

Un constat se généralise : les groupes communautaires n'ont plus d'autre choix que de repenser leurs structures, à l'image des villes. À Montréal comme à Longueuil, le problème est de savoir si les deux paliers (ville et arrondissements) daigneront tenir compte de leurs revendications et s'ils les soutiendront.

Sur la rive sud, ils sont réunis par territoires au sein du Regroupement des organismes communautaires (ROC). Boucherville, Saint-Hubert, Brossard-LeMoine-Greenfield Park-Saint-Lambert (ROC 4M) et Saint-Bruno s'ajoutent ainsi au territoire de la Corporation de développement communautaire de Longueuil (CDC), qui rassemble à elle

«La majorité des gens du comité de transition de Montréal ont une philosophie néolibérale clairement démontrée. Il n'y a rien qui va sortir de là en faveur de la démocratie», selon le conseiller Marcel Sévigny (voir p. 50). Photo : agrandissement du Palais des congrès, septembre 2001.

seule 80 groupes populaires, la moitié des organisations communautaires de la nouvelle ville.

Selon Jacques Fournier, du CLSC Longueuil Ouest, deux hypothèses sont sur la table : «Si les responsabilités communautaires au niveau des arrondissements demeurent importantes, rien ne presse d'avoir un seul interlocuteur pour le grand Longueuil, une CDC du grand Longueuil.

Une thèse partagée par Maurice Giroux, directeur de la radio communautaire et du journal *Le Point Sud*. Malgré les points de vue différents, Jacques Fournier soutient que les milieux communautaires se serrent les coudes et il dément que des batailles de clochers les déchirent. Mais le problème du financement finira par resurgir : «Qu'on soit une CDC qui desserve 20 000 ou 330 000 habitants, le Secrétariat à

Le monde communautaire devra repenser ses structures à l'image des nouvelles villes.

On pourrait tout à fait faire une table de concertation avec le grand Longueuil où seraient représentés par exemple quatre ROC et la CDC avec un agenda commun à présenter à la grande ville. Ce modèle pourrait être très fonctionnel.»

L'autre thèse, c'est de créer une structure unique pour tous les groupes communautaires du grand Longueuil, reconnue et financée par la ville. En bref, «à bas l'esprit de clocher et travaillons ensemble pour avoir un meilleur rapport de force».

l'action communautaire autonome (SACA) nous donne le même montant de 50 000 \$. Alors c'est un peu défavorisant d'avoir une seule CDC.»

Villes ou arrondissements, quant à l'écoute des milieux communautaires dans le futur, Jacques Fournier est confiant : «Ils sont écoutés au niveau québécois et, comme les municipalités sont des créatures de la province, je pense que le communautaire sera plus en plus écouté par les municipalités. C'est un outil de concer-

tation extraordinaire pour elles, lorsqu'elles sont en phase. Au Québec en général, ajoute-t-il, les municipalités collaborent davantage qu'il y a 20 ans. Mais il faut faire attention à ce que le secteur communautaire demeure en croissance, par le biais notamment de l'économie sociale, sans que cela n'entraîne une diminution de l'implication du gouvernement. Car cette volonté [de désengagement de l'État] est présente et il faudra toujours travailler à la contrer.»

Dans le cas de Montréal, Marcel Sévigny craint que les chevauchements de responsabilités entre arrondissements ne soient pas résolus avant plusieurs années. Cela risque de prendre tout leur temps aux élus municipaux. Ces arbitrages internes vont retarder la réalisation des projets locaux. Et si les élus municipaux manquent de temps pour occuper le vrai terrain politique, ce dernier pourrait être ouvert à la pression des citoyens. M. Sévigny ajoute qu'on «fait jouer aux municipalités un rôle de support beaucoup plus prononcé des orientations du gouvernement. On continue d'affirmer que les municipalités sont des créations du gouvernement provincial. Juridiquement c'est peut-être vrai, mais, politiquement, en regard de l'histoire, les villes ont toujours été des ennemis irréductibles des gouvernements nationaux».

Pour des experts comme l'urbaniste Danielle Pilette, la réforme détourne la mission des municipalités. Elles n'avaient pas jusqu'à maintenant de pouvoir de re-

Les fusions vont-elles doper le logement social ?

Les huit nouvelles villes auront l'obligation de constituer un fonds de développement pour le logement social. La loi 170 oblige, par exemple, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) qu'elle débourse environ 9,3M\$ par année pour de nouveaux logements sociaux. Toutes les municipalités devront partager les coûts du programme AccèsLogis. Depuis le 1^{er} janvier 2001, un locataire, dans l'une ou l'autre des 101 municipalités de la CMM peut demander un HLM n'importe où sur son territoire. Montréal demeure cependant la seule ville à offrir un nombre significatif de logements sociaux. L'OMHM craint que les fusions municipales n'accroissent le marasme dans le logement social.

Le logement social, c'est environ 1500 logements par an à travers tout le Québec cette année, répartis sur le territoire par la Société d'habitation du Québec (SHQ). En 2002, AccèsLogis, prend fin. François Saillant, du FRAPRU, attend son renouvellement. «On n'a jamais dit qu'on approuvait la façon dont se sont faites les fusions», précise M. Saillant. Ce qu'on a dit, c'est que, pour nous, la pire solution était le statu quo.» Cette clarification faite, au FRAPRU, on se dit heureux d'avoir obtenu dans la loi 170 (article 104) un

fonds obligatoire pour le logement social dans les villes nouvelles de Trois-Rivières, Sherbrooke et Saguenay.

«On ne peut pas

dire qu'on a pas été pris en considération, ce qu'on demandait est dans la loi. Je dirais même qu'il y a deux ans, on n'aurait jamais espérer ça.»

Les groupes locaux décident, sur leur territoire, des projets prioritaires, un droit acquis très important, selon François Saillant. Mais Montréal, n'a pas donné cette assurance. «Si on ne l'a pas gagné là, il faudra le gagner au moment des élections», philosophe M. Saillant.

Mais ce n'est donc pas demain que l'on verra fleurir des HLM dans Montréal ouest. L'urbaniste Danielle Pilette va même jusqu'à parier sur plus de concentration des logements sociaux dans des arrondissements défavorisés. Les conseillers des arrondissements riches ne réclameront tout simplement pas de HLM... «C'est pour cette raison qu'on réclamait que ce pouvoir reste au niveau de la ville et ne soit pas délégué à chacun des arrondissements», explique François Saillant, en rappelant qu'à Montréal-Nord, par exemple, il ne se construit aucun logement social, là où les besoins sont pourtant énormes. «Les seules villes qui en ont fait, c'est Montréal, Lassalle et Verdun... ce sera difficile d'être plus concentré que ça !»

— D. P. et J.-S. M.

Semaine québécoise de réduction des déchets

Pour participer, contactez:



Réseau des
Ressourceries du
Québec

4200 rue Adam, Montréal (Qc) H1V 1S9
Tél. : (514) 875 4948 ou 1 866 442 7772
Fax : (514) 3967896
rrq@cam.org
www.reseaurressourceries.org

Commanditaires principaux

RECYC-QUÉBEC
Québec



Commanditaires



15 au 21 octobre 2001

distribution de la richesse, ni la responsabilité d'endosser les objectifs sociaux du gouvernement provincial. «Si la mission des municipalités, c'est maintenant de participer, voire d'être intégrées aux objectifs gouvernementaux, alors peut-être faudrait-il le dire clairement, et qu'on en discute!»

Des services à la carte

Les comités de transition préparent des scénarios pour des augmentations de taxes inférieures à 5%, jusqu'à une harmonisation complète (de cinq à huit ans).

Danielle Pilette : «Qu'on se retrouve dans une ville fusionnée ou pas, la question de la desserte va être déterminée en grande partie par le statut d'occupation (propriétaire ou locataire). Plus on a un parc locatif important, plus, en général, la ville va avoir à s'impliquer dans les loisirs, l'entretien.» On risque d'assister à un changement des attentes face aux services municipaux. Une panoplie de services à la carte pour des arrondissements plus aisés, acceptés par une majorité de co-propriétaires, électeurs «fiabes» et globalement plus fortunés que les locataires, pourraient se faufiler dans l'imbroglio des chevauchements de responsabilités. Les plus pauvres pourront-ils se payer ce «luxe» ou devront-ils déménager?

Plus chères ou moins chères?

L'équité fiscale recherchée doit se financer par des économies d'échelles. «Mais, sur Montréal, il n'y a pas grand-chose à gagner, on n'est pas dans la situation de Laval il y a 35 ans, explique l'urbaniste Danielle Pilette. Par rapport au cycle de vie du produit urbain, sur toute l'île de Montréal, on est au stade de maturité urbaine, on est même presque au déclin. Cela signifie qu'il n'y a pas, sur toute l'île, (hormis Kirkland et l'Île-Bizard) de ville en croissance. Donc, sur toute l'île, la configuration de réseau est faite et ne va pas changer. Que les usines de traitement de l'eau de Pierrefonds changent d'administration ou pas, les territoires qu'elles desservent seront les mêmes! Il n'y a pas d'économie à faire là.»

«Il y a deux types de services, continue Mme Pilette, ceux qui sont "intensifs en capital", comme le traitement des déchets ou de l'eau, qui deviennent moins coûteux plus leur taille augmente, et les services "intensifs en ressources humaines" (pompiers,

police, cueillette des ordures, déneigement), qui représentent la grande majorité des services municipaux. Ces derniers ne gagnent pas à un agrandissement. Plus la taille d'une ville augmente, plus les taux d'encadrements sont élevés. Alors, on se dote d'une nouvelle ville avec un nouveau processus de gestion, mais ça ne coûtera pas moins cher. Tous les arrondissements vont s'observer et se comparer entre eux, dans leurs services notamment.»

Transfert de responsabilités

Cela va prendre cinq ans, dix ans, mais les transferts de responsabilités vers les villes vont se poursuivre. Si on sort de Montréal, le transfert de la voirie au municipal est presque complété. Les CLSC seront-ils les prochains? Pour l'adminis-

tration de la justice, les villes tendent à restreindre le champ de leurs compétences à ce qui est susceptible de leur rapporter des amendes. De son côté, le gouvernement provincial aimerait que les cours municipales exercent une véritable justice de proximité, allant jusqu'à traiter d'affaires criminelles comme la violence conjugale. L'exemple de Montréal pourrait bien servir en vue d'une généralisation à l'échelle du Québec.

«Mais, avertit Danielle Pilette, Québec joue un peu avec le feu avec la grande municipalité de Montréal... C'est du poids, c'est de l'électeur, ça, et il pourrait bien y avoir le développement d'une culture de gestion montréalaise autonome qui soit assez menaçante pour l'intégration que vise le gouvernement du Québec.» □

Les syndicats

systèmes informatiques globaux, dans les arrondissements, on devrait assister à une diminu-

La question de la gestion de la ressource humaine est au cœur de la réorganisation du système.

Claude Hétu (SCFP) se garde bien de laisser poindre un sourire ravi, mais négocie avec moins de monde autour de la table, «ça simplifie les discussions, mais ça complexifie par ailleurs le processus car les unités sont plus importantes».

Les modalités d'intégration des cols blancs et des cols bleus se retrouvent désormais devant des médiateurs arbitres pour chaque ville fusionnée. M. Hétu pense que les principaux syndicats concernés vont s'entendre avec les villes sans que les médiateurs aient besoin de trancher. Quant à l'harmonisation des conventions collectives, «on sait que la situation est inégale d'une municipalité à l'autre. Certaines ont recours à la sous-traitance à 90%, d'autres à 50%. Pour nous, le dossier de la privatisation demeure prioritaire au niveau des services publics. Concrètement, on va mettre en doute les contrats qui sont donnés actuellement pour ensuite démontrer qu'on peut faire le travail à moindre coût que les entrepreneurs, chiffres à l'appui».

Par ailleurs, avec l'implantation de

tion des effectifs des cols blancs dans les prochaines années. «Actuellement, vous avez autant de services de paie que de municipalités. Avec les regroupements, je ne suis pas sûr que cela nécessite autant de ressources.»

Selon Marcel Sévigny, le résultat des futures élections provinciales se jouera avec la rive nord et la rive sud, car Montréal demeure un terrain neutre politiquement, au sens où aucun comté, sauf un, ne devrait changer de main. On voit alors l'importance pour le gouvernement de préserver son pouvoir dans ces secteurs (la couronne de Montréal). Donc, pour le conseiller, «si la nouvelle ville de Montréal avait besoin d'un virage important concernant par exemple l'étalement urbain ou la question des transports, il faudrait alors que le gouvernement fasse en sorte que les citoyens de la rive sud et de la rive nord ne paient pas, ou du moins qu'ils n'en aient pas l'impression, pour les infrastructures qui vont être sur l'île de Montréal.» Si la contribution des grandes banlieues augmente, on peut s'attendre à ce que ce soit pour augmenter le service Montréal-banlieue principalement... avec une détérioration du transport collectif sur l'île, faute de budget équitablement réparti.

— D. P.

LE DUEL DE QUÉBEC LA BATAILLE DU QUÉBEC

PAR PIERRE COUTURE

Jean-Paul L'Allier et Andrée Boucher se préparent un duel épique pour s'emparer de l'hôtel de ville de Québec. Ancien conseiller municipal indépendant de Québec, historien et fin observateur de la scène politique locale, Réjean Lemoine entrevoit une lutte «sanglante» entre les chefs du Renouveau municipal (l'actuel maire de Québec) et de l'Action civique de Québec (la mairesse de Sainte-Foy). Trente-cinq hommes se sont succédé à la mairie de Québec depuis 1833. Si Andrée Boucher était élue le 4 novembre 2001, elle deviendrait la première femme à occuper le poste.

de Lévis couvre un territoire à 85 % agricole, pour une population de 125 000 habitants. Tant du côté du Parti des citoyens et des citoyennes (PCC) et de son chef, Jean Garon (ancien ministre de l'Agriculture), que de Vision Rive-Sud et de Christian Jobin, marier expansion de l'industrie porcine et développement urbain est un leitmotiv.

Pintendre vient de rejoindre les 165 municipalités québécoises en surplus de fumier, bloquant par le fait même un projet de mégapocherie de 5600 têtes. Ces projets se multiplient sur la Rive-Sud, avec leurs risques de contamination de l'eau

ment pas d'allure», déclare son secrétaire, Maxime Laplante.

Les résultats du 4 novembre 2001 dans la région de la Capitale pourraient se répercuter sur la scène provinciale. Lors des dernières élections fédérales, la mairesse Boucher et plusieurs maires de banlieue anti-fusionnistes ont contribué à défaire trois candidats bloquistes dans Louis-Hébert, Québec-Est et Portneuf. Le PQ n'a donc aucun intérêt à voir la mairie de Québec glisser aux mains d'Andrée Boucher et, par alliance, de la grande famille libérale.

Le Parti libéral du Québec (PLQ) répète qu'advenant sa victoire aux élections provinciales, il offrira aux municipalités de se «dé-fusionner» par voie de... référendum. Ce que refuse de croire Andrée Boucher. Elle répète n'avoir pas l'intention de faire marche arrière, malgré les promesses du PLQ. «C'est entretenir des illusions que de prétendre que, d'un seul coup de baguette magique, un nouveau gouvernement pourrait rebâtir ce qui a été détruit», affirmait-elle récemment au *Journal de Québec*.

Or, les membres de l'équipe Boucher, issus d'une vaste coalition circonstancielle, ne semblent pas tous sur la même longueur d'ondes. Claude Beaudoin, maire de Val-Bélair, et Marcel Corriveau, de Saint-Augustin, croient à cette «dé-fusion».

La confusion «pourrait jouer en défaveur du PLQ si les maires associés aux libéraux n'enclenchent pas le processus de dé-fusion rapidement, une fois au pouvoir. Les gens pourraient se sentir floués», prévient Réjean Pelletier, politologue à l'Université Laval. □

Les élections municipales ne laisseront personne indifférent sur la scène politique... provinciale

Pendant que la Capitale nationale assistera à une bataille de... coqs, les citoyens de Lévis entendront parler de cochons (et de truies), de porcheries et de développement agricole harmonieux. Car la nouvelle ville

potable. Nouvellement formée, l'Union paysanne du Québec, associée à l'activiste français José Bové, entend d'ailleurs se mêler de la prochaine campagne électorale. «Notre modèle agricole n'a tout simple-



1. Dans les salles du Musée, il y a de la place pour les petits et les grands «explorateurs».
2. THAILANDE. L'op-Buri (Islam). Tête de Bouddha. Musée des beaux-arts de Montréal. Don de Mlle Mabel Holson.
3. NIGÉRIA (Royaume du Benin). Tête commémorative. Musée des beaux-arts de Montréal. Don de F. Cleveland Morgan.
4. Au Musée, c'est amusant de découvrir les secrets de l'art contemporain en un tour de main.

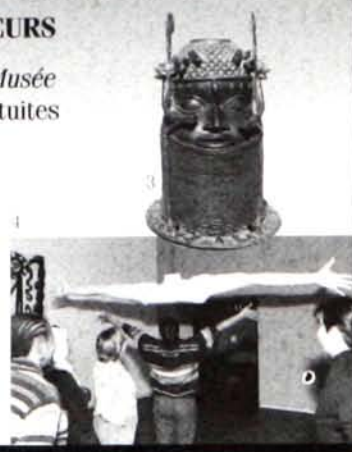
AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL LA VARIÉTÉ DES ŒUVRES D'ART N'A D'ÉGALE QUE LA DIVERSITÉ DES VISITEURS

Le programme *Franchir le seuil du Musée* propose des activités éducatives gratuites aux organismes communautaires à but non lucratif.

Appelez-nous au (514) 285-1600, poste 135, pour vous renseigner sur nos Ateliers, nos Explorations et nos Visites commentées.



MUSÉE DES BEAUX-ARTS
DE MONTRÉAL



LES LIVRES PAR DANIELLE SHELTON

À L'ÉCOLE DE LA RUE

Qui sont ces jeunes itinérants qui squattent la ville? Les sociologues les classent en quatre catégories : les rejetés de la famille, les fugueurs, les révoltés conscients, les nomades urbains. Capables d'amitié et de partage, ils le sont également de trahison, de vol, de violence. Certains sont recherchés par la police. Si leur vie dans la rue prend le sens d'un manifeste contre la société, leurs provocations apparentes et leurs comportements autodestructeurs cachent un appel qu'a entendu le père Michel Boisvert. Il y a près de dix ans, il leur a ouvert la Maison Dauphine, à Québec, un milieu non coercitif qui offre chaleur humaine et sécurité. Dans une grande salle en sous-sol, des intervenants écoutent, dispensent des conseils de santé, proposent des ateliers d'arts et des activités sportives, guident vers la réinsertion sociale ceux et celles qui le désirent.

En 1998, les mêmes médias qui s'étaient inquiétés de la présence encombrante de ces errants dans le quartier de la place D'Youville changent de ton et applaudissent à un nouveau projet initié cette fois par sœur Cécile Girard : doter la Maison d'une véritable école, en collaboration

avec le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire de la Capitale. Une école souple, capable de s'adapter aux perturbations de la vie de sa clientèle, avec tous les cours de base, sans oublier l'informatique et l'anglais, mais aussi un programme hors cadre d'éducation et de prévention de comportements à risques. Mission impossible? L'École de la Rue a déjà permis à 18 décrocheurs d'obtenir un diplôme d'études secondaires et l'un d'eux, Pascal Hermann, a atteint le niveau universitaire. Ce succès, estime sa fondatrice, s'explique par la pratique de la pédagogie de la valorisation et de la thérapie par la réussite. Sœur Girard espère que cette expérience, relatée par Madeleine Greffard, parviendra à sensibiliser la population et les autorités au besoin grandissant d'écoles sur mesure pour les jeunes marginaux. — D.S.

Madeleine GREFFARD, *Portes ouvertes à l'École de la Rue*, Boréal, 209 p.

L'École de la Maison Dauphine ne demande pas au jeune de la rue de rompre avec son mode de vie et sa culture. Elle s'adapte à lui.



Martin Lebel, dit Smart, lors de son inscription à l'École de la Rue.



Alexandre L'Heureux, dit Caillou.



ILLUSTRATION MURIEL MOORE

Les mots dans la bouche

PAR LUCIE BONIN

Une Libanaise, émigrée au Québec, ne sait ni lire ni écrire et ne parle que l'arabe. Parce que les autres s'expriment à sa place, elle distribue son amour autrement. Pour Dounia, dire est devenu une recette de courges au yogourt, une abondance d'ingrédients qui lui évite l'étalage de sentiments désormais inutiles et inintéressants, croit-elle. «Ce qui est fait est fait. Aucun mot ne me redonnera mes cinq ans.» À la fin de sa vie, elle affronte tout ce qui l'a séparée des siens, du monde. Elle raconte sa solitude, la décorique comme une crevette et nous l'offre sur un plateau de confidences, d'où émerge une culture orale saupoudrée de cardamome.

Abla Farhoud traite avec un infini respect des affres de l'exil au sens large. Exil d'un pays, oui, mais d'une culture aussi, d'un vocabulaire surtout. Ce roman inspiré par sa mère donne une voix aux personnes illettrées, exclues. «Avec tous ces livres, pourquoi le monde ne va-t-il pas mieux?» La réponse pousse entre les lignes comme des fleurs tenaces. Un hommage à ceux et celles qui se taisent, un cadeau aussi.

Abla FARHOUD

Le bonheur a la queue glissante L'Hexagone, 176 p.

Option compétence

Quand on prend conscience qu'il y a au Québec près d'un million d'analphabètes – 19 % de la population –, quand on sait qu'entre 1990 et 1996, 299 000 emplois occupés par des personnes n'ayant pas complété d'études post-secondaires ont disparu au profit de 351 000 nouveaux postes offerts à des diplômés des niveaux collégial et universitaire (selon une étude du MEQ), quand on mesure la complexification des activités professionnelles découlant de la révolution informatique et les bouleversements économiques créés par la mondialisation, on n'a aucun mal à percevoir que pour les travailleurs et les travailleuses peu scolarisés la survie passe par l'acquisition de nouvelles compétences.

L'expérience a démontré que dans leur cas un retour sur les bancs d'école est souvent voué à l'échec, tandis qu'un enseignement offert en milieu de travail s'avère plus efficace, surtout lorsqu'un processus de reconnaissance transforme ces acquis en crédits menant à l'obtention d'un diplôme. Pour sensibiliser les PME et les documenter sur les programmes de formation sur mesure en entreprise offerts par les professionnels des secteurs privés et publics, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a créé le Centre Option-compétences. Ce dernier a également le mandat d'organiser les colloques de la fondation (voir ci-contre).

— D.S.

8 SEPTEMBRE JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

Un Québécois sur cinq est un analphabète fonctionnel. Ce n'est pas une statistique dépassée.

Inquiète du constat que l'analphabétisme progresse, pendant que paradoxalement le niveau d'instruction atteint un sommet, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a demandé l'avis de 19 grands penseurs et visionnaires. Les actes des deux derniers colloques qui les a réunis nous livrent leurs analyses et répondent à des questions fondamentales. La mémoire de l'essor social engendré par l'éducation publique depuis 150 ans se serait-elle perdue ? En quoi les démissions de la démocratie et l'hégémonie de l'économie sont-elles responsables du recul de l'alphabétisation ? Il ressort de la lecture de leurs textes que le projet collectif d'une éducation pour tous ne va plus de soi. D'un côté, la technologie explose, créant chaque jour de nouveaux analphabètes

fonctionnels, démunis face aux exigences du travail. De l'autre, la richesse s'accumule dans quelques mains dont plusieurs sont à ce point préoccupées de profits, qu'elles cherchent à fuir les pays où la fiscalité et les normes du travail leur font obstacle, pour s'installer dans ces paradis riches en capital humain non spécialisé, donc peu scolarisé, et sous-payé. Ainsi, l'écart ne cesse de grandir entre une main-d'œuvre maintenue dans l'ignorance ou au chômage, et son élite gestionnaire. L'éminent John Saul en rend responsable l'esprit corporatiste, tandis que Mehran Ebrahimi dénonce la complicité des multinationales et des systèmes démocratiques, pour détourner le savoir de son fondement et le transformer en « force économique ». De son côté, Emmanuel Todd y voit le triomphe du matérialisme marxiste et déplore le déclassement de l'éducatif et du culturel comme moteurs de notre histoire. Il conclut par cette mise en garde : « L'on cherche la source du progrès là où elle n'est pas, dans la pure technologie ou l'optimisation de la rentabilité financière ». — D.S.

Mehran EBRAHIMI (dir.) *La mondialisation de l'ignorance*, Isabelle Quentin, 158 p., 24,95 \$; *Éducation et démocratie*, Isabelle Quentin, 145 p., 24,95 \$; à paraître en septembre : *Les Actes du colloque 2001*.

MARCEL SÉVIGNY

Trente ans de politique municipale

Plaidoyer pour une citoyenneté active

Militant des luttes urbaines depuis près de 30 ans Marcel Sévigny est conseiller municipal du quartier Pointe Saint-Charles, à Montréal, depuis 1986. Constantement en lien avec les organismes communautaires, il poursuit son engagement afin que les communautés locales s'approprient le contrôle de leur milieu de vie. Sévigny retrace dans ce livre la démarche collective d'un mouvement de quartier vers l'autogestion et analyse les enjeux du développement urbain. Il croit qu'il faut agir localement pour élaborer un projet collectif de développement. En découle la nécessité de rompre avec la démocratie représentative traditionnelle et avec la dépendance aux institutions étatiques, pour faire éclater notre imaginaire et réinventer nos institutions politiques afin qu'émerge une société libre, émancipée.



écosociété

À CONTRE-COURANT

288 pages • 22,00 \$ • ISBN 2-921561-55-7 • DIFFUSION : DIMÉDIA

Case postale 32052, comptoir Saint-André, Montréal (Québec) H2L 4Y5

Telephone: (514) 521-0913; télécopieur: (514) 521-1283; courriel: ecosoc@cam.org; toile: www.ecosociete.org

L'électricité est dans notre nature.

Au Québec, 96 % de l'électricité que nous produisons découle de la plus pure des sources d'énergie renouvelable : l'eau. Une ressource développée, au Québec, en harmonie avec l'environnement. L'hydroélectricité, une énergie précieuse pour freiner l'augmentation de l'effet de serre qui nous menace. Pionnière en matière de développement durable, Hydro-Québec est engagée dans le programme international de certification ISO 14001 et elle vise, d'ici à 2002, la certification de toutes ses activités ayant un impact sur l'environnement.



www.hydroquebec.com

C'est bien meilleur... avec un syndicat!



Faciliter l'accès à la syndicalisation...

...c'est contribuer à améliorer
les conditions de travail des
Québécois et des Québécoises.

▼ La rémunération horaire moyenne
est 31,2 % plus élevée chez les syn-
diqués que chez les non-syndiqués
(18,42 \$ vs 14,04 \$).

▼ Pour les femmes syndiquées, elle est 42,9 % plus
élevée (17,57 \$ vs 12,30 \$).

▼ La proportion de la rémunération des femmes syn-
diquées par rapport à celle des hommes est de
91,3 %. Pour les non-syndiquées, cette proportion
tombe à 72,5 %.

Source: L'emploi et le revenu en perspective, Automne 2000



FTQ

Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

www.ftq.qc.ca

**LA PLUS GRANDE
CENTRALE SYNDICALE
QUÉBÉCOISE**